

NEUFLIZE VIE

**RAPPORT SUR LA SOLVABILITÉ
ET LA SITUATION FINANCIÈRE**



Rapport validé en Conseil d'Administration

Sommaire

0. Synthèse	3
A. Activité et résultats	5
A.1 Activité	5
A.2 Résultats de souscription	7
A.3 Résultats des investissements	9
A.4 Résultats des autres activités	10
A.5 Autres informations	10
B. Système de gouvernance	11
B.1 Informations générales sur le système de gouvernance	11
B.2 Exigences de compétence et d'honorabilité	15
B.3 Système de gestion des risques, y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité	17
B.4 Système de contrôle interne	23
B.5 Fonction d'Audit Interne	27
B.6 Fonction Actuarielle	28
B.7 Sous-traitance	30
B.8 Autres informations	35
C. Profil de risque	36
C.1 Risque de souscription	38
C.2 Risque de marché	40
C.3 Risque de crédit	43
C.4 Risque de liquidité	43
C.5 Risque opérationnel	43
C.6 Autres risques importants	43
C.7 Autres informations	43
D. Valorisation à des fins de solvabilité	44
D.1 Actifs	46
D.2 Provisions Techniques	51
D.3 Autres passifs	55
D.4 Méthodes de valorisation alternatives	56
D.5 Autres informations	57
E. Gestion du capital	58
E.1 Fonds Propres	59
E.2 Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis	61
E.3 Utilisation du sous-module «risque sur actions» fondé sur la durée dans le calcul du capital de solvabilité requis	64
E.4 Différences entre la formule standard et tout modèle interne utilisé	64
E.5 Non-respect du minimum de capital requis et non-respect du capital de solvabilité requis	64
E.6 Autres informations	64

0. Synthèse

Historiquement née de l'union des expertises de banquier privé de Neuflyze OBC et d'assurance d'Axa en 1990, Neuflyze Vie est une société anonyme détenue depuis l'origine par la Banque Neuflyze OBC à hauteur de 60% et par le groupe Axa à hauteur de 40%, Neuflyze OBC étant elle-même détenue par le groupe ABN Amro. Ces actionnaires présentent une solvabilité élevée, avec un ratio bancaire *fully loaded* CET1 de 18,1% pour ABN Amro au 31/12/2019 et un ratio assurantiel de solvabilité au 31/12/2019 de 198% pour le groupe Axa. Ces ratios démontrent la résilience de ces groupes, mesurée selon des règles prudentielles propres à leur univers de régulation (réglementation bancaire pour le premier, assurantielle pour le second), comme en attestent leurs notations financières : notation A¹ pour le groupe ABN Amro et notation AA-² pour le groupe Axa. Des informations complémentaires sur ces deux groupes cotés sont disponibles sur leurs sites institutionnels respectifs. Neuflyze Vie présente, elle, un ratio de couverture à la clôture de 148%.

La Compagnie exerce des opérations d'assurance sur la vie, des opérations de capitalisation, ainsi que des opérations en liaison avec la constitution et la gestion des Provisions Mathématiques et des capitaux propres. Son activité est originale au regard de l'étendue de la gamme d'Unités de Compte proposées dans ses contrats permettant une gestion sur mesure de l'épargne de ses clients. Elle possède ainsi dans son bilan une des plus fortes proportions d'Unités de Compte du marché français (52% au 31/12/2019), avec des Provisions Mathématiques en Unités de Compte légèrement supérieures à celles des Fonds Euros, quand la proportion d'Unités de Compte sur le marché français est proche de 23%.

La Directive Solvabilité II, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2016, prévoit, avec les textes qui en découlent, la publication d'informations au public et au régulateur par les organismes assujettis, visant notamment à éclairer les assurés sur la capacité de ces organismes à respecter leurs engagements. Elle s'organise autour de trois piliers :

- Un premier pilier, quantitatif, vise à définir les besoins de Fonds Propres des organismes davantage en relation avec leurs risques propres. Pour un assureur-vie comme Neuflyze Vie, le besoin de Fonds Propres était schématiquement auparavant défini comme la somme de deux montants (4% des Provisions Mathématiques des Fonds Euros et 1% des Provisions Mathématiques des Unités de Compte). Désormais, ce besoin de capital tient compte de la sensibilité de Fonds Propres prudentiels des organismes, incluant leurs marges futures, à divers stress sur des facteurs de risques prédéfinis dans une formule standard.
- Un second pilier, plus qualitatif, définit des exigences de gouvernance notamment de maîtrise des risques, afin que les organismes puissent démontrer qu'ils ont mis en place les mesures permettant d'assurer leur solvabilité (nomination de deux dirigeants effectifs, nomination de Fonctions Clés Audit Interne, Conformité, Actuarielle, Gestion des Risques, rédaction de politiques écrites, mise en place de procédures...).
- Un troisième pilier précise les exigences en terme de communication, tant à destination du régulateur (envoi d'un Rapport Régulier au Contrôleur, d'un rapport *a minima* annuel sur l'Évaluation Interne des Risques et de la Solvabilité, d'états quantitatifs annuels et éventuellement trimestriels) que du public (publication d'un Rapport sur la Solvabilité et la Situation Financière).

C'est au titre du troisième pilier que le présent rapport, dont le plan est imposé par la réglementation, est rédigé, et tenu à la disposition du public sur le site internet de la Compagnie.

¹ Notation S&P en vigueur depuis le 24 septembre 2019

² Notation S&P en vigueur depuis le 24 juillet 2019

En 2019, au niveau mondial, le contexte économique a largement été marqué par la forte baisse des taux long terme, tandis que les actions subissaient une hausse importante. Le chiffre d'affaires de Neuflyze vie a progressé en 2019 de 9% pour s'établir à 710M€ (hors transfert Fourgous) alors que le marché progressait de 4% dans le même temps.

Cette bonne performance s'explique à la fois par le contexte global (fort rebond du marché actions et baisse des taux importante), mais aussi d'un positionnement commercial moins défensif (offre en euro dès 20% d'Unités de Compte) pendant la première partie de l'année. Les craintes persistantes sur les marchés actions se traduisent par une augmentation du chiffre d'affaires sur les supports euro (+27%) et une baisse du chiffre d'affaires sur les supports UC (-12%). Et ce, malgré l'infléchissement des conditions de l'offre sur les supports en euro de septembre 2019 suite à la chute des taux obligataires.

Conformément au communiqué du 20 mars 2020 de l'EIOPA, qui regroupe l'ensemble des régulateurs européens de l'assurance, et en application de l'article 54 de la Directive Solvabilité II, ce rapport est enrichi d'un paragraphe relatif à la crise du coronavirus intervenue postérieurement à la date d'arrêté. Face à cette crise sanitaire, Neuflyze Vie a mis en œuvre l'ensemble des mesures préconisées pour permettre de garantir la sécurité de ses collaborateurs et la continuité de son activité. A la date de rédaction du rapport, la Compagnie n'a pas identifié de risque majeur de non-respect de la couverture de son capital de solvabilité requis.

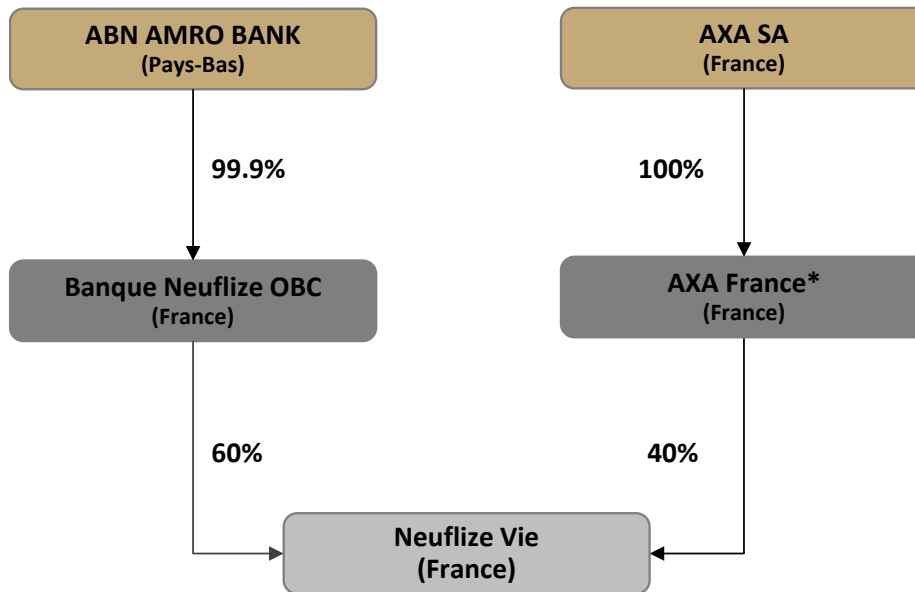
A. Activité et résultats

A.1 Activité

Présentation de Neuflyze Vie

Organisation

Neuflyze Vie est une société anonyme détenue par la Banque NEUFLIZE OBC et AXA France respectivement à hauteur de 60% et 40%. La société exerce depuis la France des opérations d'assurance sur la vie et des opérations de capitalisation.



*Axa France Participations, AXA France IARD, AXA Assurances IARD Mutuelle

La Banque Neuflyze OBC est filiale à 99,9% de la banque ABN AMRO, dont le capital est détenu à 56,30% par l'État néerlandais. Neuflyze OBC est un acteur majeur de la banque privée en France.

AXA France Participations est filiale à 100% d'AXA SA, groupe d'assurances s'adressant à plus de 108 millions de clients dans 57 pays sur trois lignes d'expertise :

- L'assurance dommages ;
- L'assurance Vie, Epargne, Retraite et Santé ;
- La gestion d'Actifs.

Activités

Neuflyze Vie offre des produits d'assurance-vie et de capitalisation à la clientèle patrimoniale de la Banque Neuflyze OBC. La Compagnie a toujours été résolument orientée vers le *High Net Worth Individuals* (HNWI) ou *Ultra High Net Worth Individuals* (UHNWI) sur le marché de l'assurance-vie haut de gamme en France.

La Compagnie a pour vocation de servir une clientèle finale de souscripteurs patrimoniaux par l'intermédiaire de partenaires distributeurs clairement identifiés sur ce segment, dans une approche globale en leur offrant des solutions personnalisées, associées à des contrats sur mesure.

Selon ce principe et après s’être développée pendant une première période auprès des clients de la Banque Neuflyze OBC, la Compagnie a su diversifier ses réseaux de distribution auprès de Sociétés de Gestion Patrimoniale (les «SGP») et des Conseillers en Gestion de Patrimoines Indépendants (les «CGPI»). Le canal Partenaires représente 35% des Provisions Mathématiques (PM) fin 2019.

Avec un peu plus de 11,4Mds€ de Provisions Mathématiques, Neuflyze Vie occupe une place de premier plan sur le marché des contrats personnalisés d’assurance-vie et de capitalisation multisupports. Elle est un des leaders en terme de traitement des Unités de Compte (52% de Provisions Mathématiques en 2019).

L’activité de la Compagnie est composée des Lignes d’Activité (Lines of Business, ou LoBs) suivantes :

LoB	Type	Libellé
30L	Directe	Assurance avec participation aux bénéfices
31L-a	Directe (31L)	Assurance indexée et en unités de compte - Contrats sans options ni garanties
31L-b		Assurance indexée et en unités de compte - Contrats avec options ou garanties

Entreprises liées et participations

Le tableau ci-dessous reprend les entreprises liées et les participations de la Compagnie :

Sociétés ou Groupe de sociétés	Adresse	N°Siret	Devise	Forme juridique	Capital social	Autres capitaux propres avant affectation des résultats	%
NEUFLIZE VIE IMMO	Tour Majunga- La Défense 9 6, place de la Pyramide 92800 Puteaux	50.161.540.500.039	Euro	SCI	26.806.598	1.589	99,99%
NEUFLIZE VIE IMMO 2	3, Avenue Hoche 75 008 PARIS	53.467.701.800.010	Euro	SCI	6.000.000	517	99,99%
NEUFLIZE VIE IMMOBILIER	Tour Majunga- La Défense 9 6, place de la Pyramide 92800 Puteaux	81.229.206.800.028	Euro	SASU	997.500	8.953.524	100,00%
SCI MONTJOIE FARON	16, place de la madeleine 75008 PARIS	79.201.843.400.011	Euro	SCI	10.000	-	75,00%
NEUFLIZE VIE IMMO 3	9, rue Jadin 75017 paris	80.369.333.200.014	Euro	SCI	28.095.360	-	99,99%

Autorité de contrôle et auditeurs externes

L’organe de supervision français, dont dépend Neuflyze Vie en tant que compagnie d’assurance relevant du code des assurances, est l’Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), sise au 4, Place de Budapest, 75009 Paris.

L’audit et la certification des comptes statutaires de Neuflyze Vie sont réalisés par les commissaires aux comptes suivants :

- PricewaterhouseCoopers Audit, dont le siège social est situé au 63, rue de Villiers, 92200 Neuilly sur Seine, avec pour signataire Monsieur Gérard Courrèges ;
- Ernst & Young Audit, dont le siège social est situé au 1, place des saisons, Tour First, 92037 Paris La Défense cedex, avec pour signataire Monsieur Abder Aouad.

Faits marquants de l’exercice et perspectives

L’année 2019 a été marquée par une forte baisse des taux d’intérêt et leur passage en territoire négatif à la fin de l’été. Cela a eu un impact très fort sur l’ensemble des acteurs de l’assurance-vie français, en provoquant une diminution importante et rapide de leur ratio de solvabilité, et a contraint plusieurs d’entre eux à accroître leurs fonds propres. Elle a également abouti à un

changement significatif de la réglementation, à la demande de la Fédération Française de l'Assurance. Neuflyze Vie a initié en 2018 des projets informatiques structurants de refonte de ses processus de gestion des contrats et de comptabilité d'actif. Le changement de système de gestion du Passif s'est déroulé tout au long de l'année 2019, et le passage sur la nouvelle plateforme est prévu courant 2020. Le projet de transfert de l'activité de comptabilité des actifs sur le nouvel environnement Chorus de l'éditeur Linedata a eu lieu début juillet 2019 conformément au planning.

Les perspectives de collecte pour l'année 2020 sont de 650M€, en légère baisse par rapport au réalisé 2019 (710M€). L'objectif étant d'améliorer la part des versements investis en Unités de Compte pour atteindre 65% (vs 38% un an auparavant).

Le niveau des prestations de l'année 2019 a été relativement bas avec 686M€ hors transferts Fourgous (-18% par rapport à 2018). Le budget 2020 prévoit un montant de rachats de 793M€, soit un retour à un niveau proche de la moyenne constatée entre 2015 et 2019 (773M€).

A.2 Résultats de souscription

Collecte et prestations

Le chiffre d'affaires de Neuflyze vie a progressé en 2019 de 9% pour s'établir à 710M€ (hors transfert Fourgous) alors que le marché progressait de 4% dans le même temps.

Cette bonne performance s'explique à la fois par le contexte global (fort rebond du marché actions et baisse des taux importante), mais aussi d'un positionnement commercial moins défensif (offre en euro dès 20% d'Unités de Compte) pendant la première partie de l'année.

Les craintes persistantes sur les marchés actions se traduisent par une augmentation du chiffre d'affaires sur les supports euro (+27%) et une baisse du chiffre d'affaires sur les supports UC (-12%). Et ce, malgré l'infléchissement des conditions de l'offre sur les supports en euro de septembre 2019 suite à la chute des taux obligataires.

Ces inquiétudes se reflètent ainsi dans la répartition au 31/12/2019 du CA de Neuflyze Vie (61,6% euro vs 38,4% UC en 2019 contre 52,4% euro vs 47,6% UC en 2018).

Les prestations nettes des transferts Fourgous sont de 685,8M€, 18% en-dessous du réalisé 2018 (835,3M€).

La collecte nette est positive à hauteur de 25M€ à fin décembre 2019 contre -182M€ un an auparavant. Elle est positive de 40M€ en Unités de Compte (83M€ en 2018) et en décollecte de -15M€ en euros (-265M€ en 2018).

Les Provisions Mathématiques (PM) s'élèvent à 11 441M€ contre 10 529M€ à décembre 2018, hausse de 8,7% sur un an glissant.

Les PM en Unités de Compte au 31/12/19 sont de 5 994M€ contre 5 422M€ au 31/12/2018, soit une hausse de 10,6%. La hausse est due à un effet marché positif pour 813M€ et à une collecte nette de 40M€. A contrario, les arbitrages de l'UC vers l'euro ont un impact négatif sur les PM de -281M€.

Les PM euros sont de 5 447M€ à fin décembre contre 5 108M€ au 31/12/2018, en hausse de 6,6%. La contribution positive de la revalorisation des provisions mathématiques en euros est de 73M€ et celle des arbitrages des Unités de Compte vers l'euro s'élève à 281M€. La décollecte de -15M€ vient peser sur l'évolution des provisions mathématiques.

Frais, commissions et autres charges d'exploitation

Les frais, commissions et autres charges d'exploitation s'élèvent à 98,0M€ à fin 2019.

Le tableau ci-dessous, dont la publication est prévue par la réglementation, présente les principales données relatives à l'activité de souscription de la Compagnie :

NEUFLIZE VIE – SFCR

S.05.01.01

Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité

		Ligne d'activité pour: engagements d'assurance vie					Engagements de réassurance vie			
		Assurance maladie	Assurance avec participation aux bénéfices	Assurance indexée et en unités de compte	Autres assurances vie	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé	Réassurance maladie	Réassurance vie	Total
		C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280	C0300
Primes émises										
Brut	R1410		446.912.841	278.816.096						725.728.937
Part des réassureurs	R1420		125.431	6.527						131.958
Net	R1500		446.787.409	278.809.569						725.596.979
Primes acquises										
Brut	R1510		446.912.841	278.816.096						725.728.937
Part des réassureurs	R1520		125.431	6.527						131.958
Net	R1600		446.787.409	278.809.569						725.596.979
Charge des sinistres										
Brut	R1610		462.867.238	238.225.498						701.092.736
Part des réassureurs	R1620									
Net	R1700		462.867.238	238.225.498						701.092.736
Variation des autres provisions techniques										
Brut	R1710		-16.089.523	-27.910.316						-43.999.838
Part des réassureurs	R1720									
Net	R1800		-16.089.523	-27.910.316						-43.999.838
Dépenses engagées										
Brut	R1900		31.604.624	66.442.085						98.046.708
Charges administratives										
Brut	R1910		25.092.169	55.271.602						80.363.771
Part des réassureurs	R1920									
Net	R2000		25.092.169	55.271.602						80.363.771
Frais de gestion des investissements										
Brut	R2010			7.234.485						7.234.485
Part des réassureurs	R2020									
Net	R2100			7.234.485						7.234.485
Frais de gestion des sinistres										
Brut	R2110		1.478.707	763.266						2.241.974
Part des réassureurs	R2120									
Net	R2200		1.478.707	763.266						2.241.974
Frais d'acquisition										
Brut	R2210		5.033.748	3.172.732						8.206.480
Part des réassureurs	R2220									
Net	R2300		5.033.748	3.172.732						8.206.480
Frais généraux										
Brut	R2310									
Part des réassureurs	R2320									
Net	R2400									
Dépenses engagées										
Brut	R2500									
Autres dépenses										
Brut	R2600									98.046.708
Total des dépenses										
Brut	R2700									98.046.708

Le tableau ci-dessous, dont la publication est prévue par la réglementation, présente la ventilation géographique de l'activité de la Compagnie, concentrée sur la France :

S.05.02.01

Primes, sinistres et dépenses par pays

		Pays d'origine	Total 5 principaux pays et pays d'origine	Pays (par montant de primes brutes émises)
			C0280	C0230
		R0010		
Primes émises				
Brut	R1410	725.728.937	725.728.937	
Part des réassureurs	R1420	131.958	131.958	
Net	R1500	725.596.979	725.596.979	
Primes acquises				
Brut	R1510	725.728.937	725.728.937	
Part des réassureurs	R1520	131.958	131.958	
Net	R1600	725.596.979	725.596.979	
Charge des sinistres				
Brut	R1610	701.092.736	701.092.736	
Part des réassureurs	R1620			
Net	R1700	701.092.736	701.092.736	
Variation des autres provisions techniques				
Brut	R1710	-43.999.838	-43.999.838	
Part des réassureurs	R1720			
Net	R1800	-43.999.838	-43.999.838	
Dépenses engagées				
Brut	R1900	98.046.708	98.046.708	
Autres dépenses				
Brut	R2500		0	
Total des dépenses				
Brut	R2600		98.046.708	

A.3 Résultats des investissements

Les placements de la Compagnie en représentation de ses Fonds en Euro et de ses Fonds Propres sont composés principalement d'obligations, d'actions, de trésorerie, de prêts et d'immobilier. Le tableau ci-dessous présente au 31/12/2019 la composition des placements sur ce périmètre par grande classe d'actifs selon la norme des codes CIC (la classification utilisée dans les *reportings* prévus par la Directive Solvabilité II) :

	UC	Fonds Euros / Fonds Propres
Actions	1 489 561 041 €	52 319 793 €
Fonds d'investissement	3 609 288 107 €	1 807 003 060 €
Immobilisations corporelles	0 €	198 001 187 €
Obligations d'entreprises	113 668 957 €	2 111 925 461 €
Obligations souveraines	10 268 668 €	1 851 292 817 €
Options d'achat (call)	0 €	0 €
Prêts et Prêts hypothécaires	0 €	275 793 891 €
Titres structurés	244 732 692 €	367 949 326 €
Trésorerie et dépôts	0 €	506 516 969 €
Total	5 467 519 465 €	7 170 802 503 €

Performance des investissements sur la période

Les tableaux ci-dessous présentent les performances comptables des actifs de la Compagnie, sur le périmètre des Fonds Propres et des Fonds Euros, avec des éléments permettant de comparer les chiffres de l'exercice considéré par rapport au précédent :

- La VNC (Valeur Nette Comptable) représente la valeur au coût historique des placements, utilisée pour l'établissement de la comptabilité des placements en assurance-vie ;
- La VB représente leur Valeur Boursière ;
- Les PMVL (plus-ou-moins-values latentes) représentent l'écart entre ces deux grandeurs ;
- Schématiquement les titres classés en « R343-9 » représentent les titres vifs obligataires, et les titres classés en « R343-10 » les actions, l'immobilier, les OPC.

FONDS EUROS - 31/12/2019 - M€	Stock						Produits Financiers				
	VNC	% VNC	VB	PMVL	Prov.	Récur.	PMVR	D/R	Prov.	Total	
R343-9	3 834,3	59,6%	4 083,9	249,6	0,0	84,7	0,0	0,0		84,8	
R343-10	2 552,5	39,7%	2 696,2	143,7	1,6	47,3	0,0	-0,5		46,8	
Autre	43,0	0,7%	43,0	0,0	0,0	-1,8	0,0	0,0		-1,8	
Total général	6 429,8	100,0%	6 823,1	393,3	1,6	130,3	0,0	-0,5		129,8	

FONDS PROPRES - 31/12/2019 - M€	Stock						Produits Financiers				
	VNC	% VNC	VB	PMVL	Prov.	Récur.	PMVR	D/R	Prov.	Total	
R343-9	187,9	65,9%	202,3	14,4	0,0	3,1	0,0	0,0		3,1	
R343-10	97,3	34,1%	145,3	48,0	0,0	9,3	-0,3	0,0		9,0	
Autre	0,1	0,0%	0,1	0,0	0,0	-0,6	0,0	0,0		-0,6	
Total général	285,3	100,0%	347,8	62,4	0,0	11,8	-0,3	0,0		11,5	

Les produits financiers du Fonds Euro proviennent en majorité des revenus des actifs R343-9 (84,8M€). Les revenus sur les actifs R343-10 (Immobilier, FCT, et OPC Obligataire notamment) ont représenté 47,3M€. Le solde provient des dotations/reprises de provisions financières R343-10 sur l'exercice (-0,5M€) ainsi que des éléments correspondant à d'autres classifications comptables (-1,8M€). Il n'y a pas eu de plus ou moins-values réalisées.

Les plus-values latentes sur les actifs R343-10 ont augmenté sur l'exercice de 104,2 M€ à 143,7M€.

Le résultat sur les placements en représentation des Fonds Propres est décomposé comme suit :

- Revenus récurrents R343-9 : 3,1M€ ;
- Revenus récurrents R343-10 : 9,3€ ;
- Moins-values réalisées R343-10 : -0,3M€.

En comparaison par rapport à l'exercice 2018, les faits notables sont :

- Une diminution importante des revenus sur les actifs R343-9 (-9%), résultant de la dilution naturelle du Taux Actuariel à l'Achat moyen du portefeuille dans un contexte de taux bas ;
- Une augmentation des revenus des actifs immobiliers et non cotés liée à des distributions importantes de fonds en phase de sortie (+14,1%).

Parmi les principales charges financières, les frais de mandat ont représenté 2,8M€ en 2019. Par ailleurs, il n'y a pas eu d'investissement notable dans des titrisations en 2019.

A.4 Résultats des autres activités

Frais généraux

Les frais généraux (yc frais comptabilité valeurs) 2019 s'élèvent à 41,6M€ et augmentent de 12,32% par rapport à l'année précédente.

Libellé	2018 en M€	2019 en M€	Variation
Frais Généraux	37,04	41,60	12,32%

Impôt sur les Sociétés

La charge d'impôt sur les sociétés calculée au titre de 2019 s'établit à 14M€.

A.5 Autres informations

La Compagnie n'a pas identifié d'autres éléments importants relatifs à son activité et à ses résultats.

B. Système de gouvernance

B.1 Informations générales sur le système de gouvernance

Neuflize Vie est une société anonyme détenue à 60% par la banque Neuflize OBC et à 40% par le Groupe AXA France.

Le mode de gouvernance retenu pour la Compagnie est la société anonyme à Conseil d'Administration au sein duquel Monsieur Laurent Garret, président du directoire du groupe Neuflize OBC, exerce les fonctions de Président du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration

Composition

Au 31 décembre 2019, le Conseil d'Administration est composé de huit membres représentant ses actionnaires et de deux membres indépendants :

- Laurent Garret – Président du Conseil d'Administration ;
- Olivier Mariée – Vice-Président du Conseil d'Administration ;
- Olfa Maalej – Représentant la Banque Neuflize OBC – Membre du Comité des Risques et de la Stratégie et Membre du Comité d'Audit ;
- Jean Malhomme – Représentant la Société AXA France Participations ;
- Serge Clech – Administrateur – Président du Comité d'Audit et Président du Comité des Rémunérations ;
- Charlotte Coquebert de Neuville – Administratrice – Membre du Comité des Risques et de la Stratégie, et Membre du Comité d'Audit ;
- Didier Duret – Administrateur ;
- Ido Gonen – Administrateur – Membre du Comité des Risques et de la Stratégie, et Membre du Comité d'Audit ;
- Michel Lepetit – Administrateur – Président du Comité des Risques et de la Stratégie ;
- Agnès Pfterzel – Administratrice – Membre du Comité des Risques et de la Stratégie, et Membre du Comité d'Audit.

Les membres du Conseil sont nommés pour une durée de trois ans en vertu de l'article 12 des statuts de la Compagnie.

Missions et attributions

Le Conseil d'Administration détermine les orientations stratégiques de la Compagnie et veille à leur mise en œuvre par la Direction Générale. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux Assemblées d'actionnaires, il est chargé d'étudier et de prendre toutes les décisions relatives aux choix stratégiques à opérer pour la bonne marche de la Compagnie. Il traite notamment les points suivants :

- La revue et l'arrêté des comptes annuels ;
- L'approbation du rapport du Président ;
- La convocation de l'Assemblée d'actionnaires ;
- Le budget ;
- La politique de placement et de gestion financière des Fonds Euros et des Fonds Propres ;
- Le suivi des résultats techniques ;
- L'identification des risques généraux.

Fonctionnement

Les principes régissant le fonctionnement du Conseil d'Administration et de ses comités sont décrits dans les règlements intérieurs afférents. Le Conseil d'Administration se réunit aussi

souvent que nécessaire. Les membres du Conseil reçoivent en général cinq jours à l'avance les informations utiles sur les points inscrits à l'ordre du jour.

Les comités spécialisés

Le Comité d'Audit

Le Comité d'Audit est composé de cinq administrateurs et est présidé, depuis le 28 juin 2018, par Monsieur Serge Clech, administrateur indépendant. Le Président a une voix prépondérante lors des délibérations. Le comité peut, à la demande du Président, recueillir l'avis de tout collaborateur de Neuflyze Vie, de la Banque Neuflyze OBC ou d'AXA France, habilité sur un point de l'ordre du jour. Il assure le suivi des systèmes de contrôle interne et la gestion des risques de la Compagnie. Le champ des responsabilités du Comité d'Audit est défini dans la Charte du Comité d'Audit, validée en Conseil d'Administration. Il prépare les thématiques consacrées à l'élaboration de l'information financière, les procédés comptables. Il prend connaissance des rapports de commissaires aux comptes et des résultats de leurs travaux. Les Commissaires aux comptes assistent aux réunions du comité. Il suit également les travaux des organes de contrôle des risques de toute nature (audit, contrôle interne, conformité, gestion des risques, litiges, réclamations...).

Le Comité d'Audit rend compte de ses travaux au Conseil.

Les membres du Comité et son Président sont désignés par le Conseil d'Administration de Neuflyze Vie pour leurs compétences et leur expérience. Le Président, Monsieur Serge Clech, Administrateur indépendant, a une voix prépondérante lors des délibérations.

A la clôture de l'exercice, le Comité est composé de :

- Serge Clech - Administrateur indépendant ;
- Olfa Maalej - Représentant de la Banque Neuflyze OBC, Administrateur ;
- Charlotte Coquebert de Neuville – Administratrice ;
- Ido Gonen – Administrateur ;
- Agnès Pfertzel – Administratrice.

Participent également au Comité d'Audit :

- Le Responsable de la Fonction Clé Audit et les responsables de l'audit d'AXA France et de l'audit de NOBC ;
- Des invités permanents : le Directeur Général, le Directeur Général Délégué, le Directeur des Risques, le RFC Conformité, le Directeur Financier, le Responsable du Contrôle Interne, le Responsable du partenariat AXA France - Neuflyze Vie et les Commissaires aux Comptes.

Le secrétariat est assuré par le Secrétaire Général de la Compagnie.

Le Comité Risques et Stratégie

Le Comité Risques et Stratégie est composé de cinq administrateurs et est présidé par Monsieur Michel Lepetit, administrateur indépendant. Ce comité assiste le Conseil d'Administration dans l'analyse et le suivi des problématiques relatives aux risques et à la stratégie. Afin de permettre au Conseil d'Administration de jouer pleinement son rôle conformément à l'article 15 des statuts de la Compagnie, stipulant que « le Conseil d'Administration (...) détermine les orientations de l'activité de la société », le rôle du Comité s'articule autour des principales missions suivantes :

- L'évaluation continue et prospective de la structure des risques de la Compagnie, comprenant :
 - Les sujets liés à Solvabilité II notamment ceux relatifs à la détermination du SCR ;

- Les travaux préparatoires et la validation du rapport ORSA et notamment les hypothèses économiques et financières ainsi que les scénarios de stress ;
- La cohérence de l'appétence au risque et la projection budgétaire.
- L'ALM (*Asset Liability Management* / Gestion Actif Passif) ;
- La proposition de détermination des taux de participation aux bénéficiaires et des Taux Minimum Garantis ;
- Le suivi de la gestion des Fonds Euro et des Fonds Propres.

Ces travaux sont menés à partir des besoins et des demandes du Conseil d'Administration et en fonction des projets stratégiques de la Compagnie, ainsi que dans le cas de modifications soudaines de l'environnement de la Compagnie (réglementaire, économique...) influant sur son activité.

A la clôture de l'exercice, le comité se compose de :

- Monsieur Michel Lepetit - Administrateur indépendant ;
- Olfa Maalej - Représentant de la Banque Neulize OBC, Administrateur ;
- Charlotte Coquebert de Neuville – Administratrice ;
- Ido Gonen – Administrateur ;
- Agnès Pfertzel – Administratrice.

Participent également :

- Des invités permanents : le Directeur Général, le Directeur Général Délégué, le Directeur des Risques (Responsable de la Fonction Clé Gestion des Risques), le Responsable du partenariat AXA France - Neulize Vie, le Responsable de la Fonction Clé Actuarielle.

Le secrétariat est assuré par le Secrétaire Général de la Compagnie.

Le Comité des Rémunérations et Nominations

Le comité se compose du Président du Conseil d'Administration et du Président du Comité d'Audit, Administrateur indépendant.

La mission du comité est d'examiner l'évolution de la situation du Directeur Général, du Directeur Général Délégué et des Responsables des Fonctions Clés. Il soumet au Conseil des propositions sur les éléments de leurs rémunérations, de leur couverture sociale, ainsi que des opérations courantes qui pourraient être conclues à des conditions normales au profit d'un membre de la DG et de leur nomination.

A la clôture de l'exercice, le Comité est composé de :

- Laurent Garret, Président ;
- Serge Clech, Administrateur indépendant.

Le Comité s'est réuni le 13 mars 2019.

Population régulée

La politique de rémunération applicable est celle du Groupe Neulize OBC. Une annexe couvrant spécifiquement les modalités de Solvabilité II a été jointe à la politique globale. A ce jour, les employés identifiés comme relevant de ces dispositions occupent, au sein de la Compagnie d'assurance du groupe Neulize OBC, les fonctions suivantes :

- Les membres du Conseil d'Administration de Neulize Vie ;
- Les membres de la Direction Générale de Neulize Vie : le Directeur Général et le Directeur Général délégué ;
- Les responsables des Fonctions Clés : Gestion des Risques, Vérification de la Conformité, Audit et Actuarielle ;

- Tout autre collaborateur ayant une incidence, similaire à celle des fonctions citées ci-dessus, sur le profil de risque de la filiale de gestion d'actifs du Groupe Neuflyze OBC.

La mise en œuvre des dispositions de la Directive Solvabilité II a conduit Neuflyze Vie, en concertation avec le Groupe Neuflyze OBC, à mettre en place des dispositions spécifiques pour l'acquisition, sous condition de résultat, et le versement des rémunérations variables au titre de l'année écoulée.

Ajustement

Neuflyze Vie, en concertation avec le Groupe Neuflyze OBC, peut ajuster une rémunération variable (part initiale ou différée) à la baisse à un montant souhaitable si le versement de celle-ci apparaît inacceptable au regard du principe de raison et d'équité et ceci uniquement dans la limite permise conformément au droit français.

Gestion de la performance

Le système de gestion de la performance du Groupe Neuflyze OBC est identique à celui existant au sein du Groupe ABN AMRO et s'articule autour la méthode SMART (objectif Spécifique, Mesurable, Accessible, Réaliste et déterminé dans le Temps), ce qui induit des objectifs précisément identifiés et observables au travers d'indicateurs connus du collaborateur.

C'est de l'atteinte de ces objectifs, fixés en concertation entre le collaborateur et son manager en début de période de performance, que dépendra l'éligibilité de ceux-ci à un bonus dit « SMART » au titre de cette même période. Toute attribution d'une telle rémunération variable est soumise à l'approbation du *Managing Board* et du *Supervisory Board* du Groupe ABN AMRO.

La fixation des objectifs individuels des collaborateurs du Groupe Neuflyze OBC s'effectue dans le respect des principes suivants :

- Les objectifs de performance du collaborateur respectent une structure (rubriques et pondérations) qui mixe 50% d'objectifs quantitatifs et 50% d'objectifs qualitatifs ;
- Le collaborateur propose à son manager des objectifs de performance, de développement et de comportement, que le manager revoit, modifie si nécessaire, et valide en dernier ressort ;
- Le manager s'assure que les objectifs sont sensibles à l'action du collaborateur concerné.

Au cours de l'évaluation de fin d'année, les collaborateurs sont notés par leurs managers, au regard du niveau d'atteinte des objectifs fixés en début d'année (notation allant de « 1 » à « 5 », par notes entières, « 5 » étant la note la plus élevée). Les collaborateurs étant notés « 1 » et « 2 » ne sont pas éligibles à une rémunération variable.

Régime de retraite applicable

Est applicable à l'ensemble des collaborateurs de Neuflyze Vie un régime de retraite complémentaire souscrit auprès de Quatrem (article 83).

Un seul collaborateur reste éligible à un régime de retraite (article 39), régime fermé en 2004.

Il n'existe pas de régime de retraite anticipé.

La structure organisationnelle et opérationnelle

Les dirigeants effectifs

Neuflyze Vie a nommé deux dirigeants effectifs :

- Arnaud de Dumast, Directeur Général ;
- Julien Terramorsi, Directeur Général Délégué.

Les Responsables de Fonction Clés / rôles et responsabilités :

Actuariat - Stéphane Gutbub

La Fonction Actuarielle analyse la cohérence, identifie les axes d'amélioration du pilotage technique de la Compagnie dans toutes ses dimensions (tarification, souscription, provisionnement). Ces analyses sont restituées annuellement dans un rapport actuariel au Conseil d'Administration.

Audit interne - Voula Ratoandro

Le Responsable de la Fonction Clé Audit a été recruté en 2016. La Fonction Audit Interne a pour mission d'évaluer l'adéquation et l'efficacité de l'ensemble du système de contrôle interne. Il communique au Conseil, à travers son Comité d'Audit, son plan d'audit, et lui soumet annuellement un rapport avec ses constats, ses recommandations et l'état d'avancement des plans d'actions visant à répondre à celles-ci.

Les Responsables de Fonctions Clés disposent de toute l'information nécessaire à l'accomplissement de leurs missions, ainsi que de toute l'indépendance nécessaire.

En adéquation avec la Directive Solvabilité II, les quatre Fonctions Clés sont hiérarchiquement rattachées aux dirigeants effectifs et ont un libre accès au Conseil d'Administration.

Conformité - Olivier Chevalier

La Fonction Vérification de la Conformité a pour mission principale de veiller au respect de la réglementation. Le RFC Conformité élabore une politique de conformité et un plan de conformité. Cette fonction évalue le risque de non-conformité résultant d'éventuels changements de l'environnement juridique et réglementaire en s'assurant que les implications qui en découlent soient identifiées.

Gestion des risques - Vincent Bizet

La fonction Gestion des Risques a pour mission de déceler, mesurer, contrôler, gérer et déclarer en permanence les risques auxquels est soumis Neuflyze Vie. La gestion des risques couvre l'ensemble des risques significatifs puisque sont notamment couverts la souscription et le provisionnement, la gestion actif-passif, les risques liés aux placements ou encore le risque opérationnel.

Le contrôle indépendant

Les comptes statutaires 2019 de la Compagnie sont certifiés conjointement par :

- PricewaterhouseCoopers Audit, dont le siège social est situé au 63, rue de Villiers, 92200 Neuilly sur Seine, avec pour signataire Monsieur Gérard Courrèges ;
- Ernst & Young Audit, dont le siège social est situé au 1, place des saisons, Tour First, 92037 Paris La Défense cedex, avec pour signataire Monsieur Abder Aouad.

Les commissaires aux comptes sont nommés pour une durée de six ans. Débuté en 2016, le mandat Ernst & Young prendra fin en juin 2022. Débuté en 2014, le mandat de PriceWaterHouseCoopers prendra fin en 2020.

B.2 Exigences de compétence et d'honorabilité

Dans le cadre de la gouvernance, Neuflyze Vie a mis en place une politique de compétence et d'honorabilité afin de satisfaire aux exigences édictées par la Directive Solvabilité II.

Evaluation de l'honorabilité

L'évaluation de l'honorabilité d'une personne comprend une évaluation de son honnêteté et de sa solidité financière, fondée sur des éléments concrets concernant son caractère, son comportement personnel et sa conduite professionnelle, y compris tout élément de nature pénale, financière ou prudentielle pertinent aux fins de cette évaluation. Le groupe NOBC y attache une importance toute particulière dans son processus de recrutement.

Déclaration sur l'honneur

Conformément au code des assurances, les personnes concernées déclarent sur l'honneur remplir les conditions mentionnées aux I à III et V de l'article L. 322-2 du code des assurances, ci-après reproduits :

« En cas de condamnation prononcée par une juridiction étrangère et passée en force de chose jugée pour une infraction constituant, selon la loi française, un crime ou l'un des délits mentionnés au I, le tribunal correctionnel du domicile du condamné déclare, à la requête du ministère public, après constatation de la régularité et de la légalité de la condamnation et l'intéressé ayant été dûment appelé en chambre du conseil, qu'il y a lieu à l'application de l'incapacité prévue au premier alinéa du I.

Cette incapacité s'applique également à toute personne non réhabilitée ayant fait l'objet d'une faillite personnelle prononcée par une juridiction étrangère quand le jugement déclaratif a été déclaré exécutoire en France. La demande d'exequatur peut être, à cette fin seulement, formée par le ministère public devant le tribunal de grande instance du domicile du condamné. »

Survenance pendant la période d'exercice des fonctions

Les personnes exerçant les fonctions d'administrateur, de dirigeant effectif, de Responsable de Fonction Clé ou disposant du pouvoir de signer pour le compte de la société, doivent cesser leur activité dans un délai d'un mois à compter de la date à laquelle la décision de justice est devenue définitive pour les motifs évoqués aux paragraphes I et II. Ce délai peut être réduit ou supprimé par la juridiction qui a rendu cette décision.

Justificatif

Les personnes exerçant les fonctions d'administrateur, de dirigeant effectif, de Responsable de Fonction Clé, doivent communiquer la production d'une déclaration d'absence de condamnation et d'un extrait du casier judiciaire ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par une autorité judiciaire ou administrative compétente.

Ces documents et certificats ne peuvent pas être produits plus de trois mois après leur délivrance à l'embauche.

Evaluation de la compétence

La compétence des mandataires sociaux et des Responsables des Fonctions Clés est non seulement appréciée de manière individuelle mais aussi de manière collégiale par le Conseil d'Administration.

Chaque membre doit posséder les connaissances suffisantes des marchés de l'assurance et des marchés financiers, connaître la réglementation applicable et veiller à sa mise en œuvre.

L'évaluation de la compétence d'une personne comprend une évaluation de ses diplômes et qualifications professionnelles, de ses connaissances et de son expérience pertinente dans le secteur de l'assurance ou dans d'autres secteurs financiers ou d'entreprises ; elle tient compte des différentes tâches qui lui ont été confiées et, selon le cas, de ses compétences dans les domaines de l'assurance, de la finance, de la comptabilité, de l'actuariat et de la gestion.

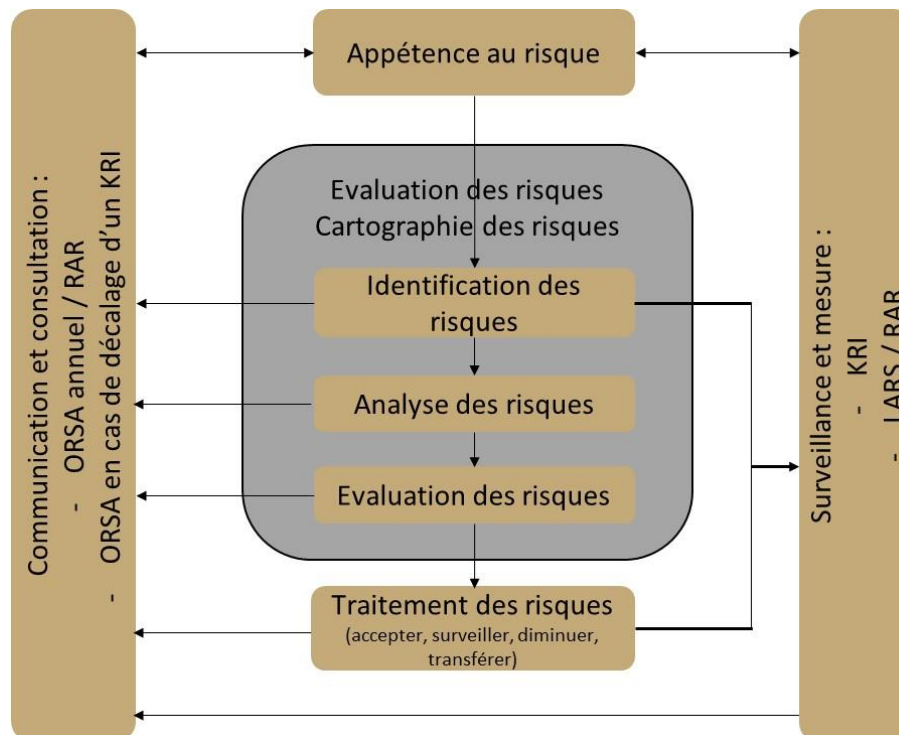
L'évaluation de la compétence des membres de l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle tient compte des différentes tâches confiées à chacun de ces membres, afin d'assurer une diversité de qualifications, de connaissances et d'expériences propres à garantir une gestion et une supervision professionnelles de l'entreprise.

L'évaluation est faite à travers l'analyse des mandats exercés et de l'expérience acquise du fait de ces mandats.

B.3 Système de gestion des risques, y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité

Présentation synthétique

Le schéma ci-après présente les principaux éléments de la gestion des risques chez Neulize Vie :



- L'ORSA, ou EIRS, correspond au processus d'Evaluation Interne des Risques et de la Solvabilité ;
- Le RAR correspond au *reporting* mensuel de suivi des risques ;
- Le LRAS (*Local Risk Appetite Statement*), est le processus d'établissement des limites de risques portant sur les KRI (*Key Risk Indicators*, ou Indicateurs de Risques Clés) en lien avec l'appétence au risque de la Compagnie.

Présentation générale du système de gestion des risques

Le Conseil d'Administration définit une appétence au risque dans le respect du principe ABN Amro de « *moderate Risk Profile* ». Cette appétence au risque est matérialisée par la mise en œuvre du processus groupe de LRAS (*Local Risk Appetite Statement*) : pour chacun des risques identifiés, la Direction des Risques établit un *Risk Appetite Statement* annuel, visant à fixer des limites selon la criticité desdits risques, dont le franchissement entraîne un suivi accru (Orange) ou la mise en œuvre d'un plan de remédiation (Rouge). Le LRAS est validé par la Direction Générale. Les limites relatives aux trois métriques d'appétence au risque font l'objet d'une validation par le Conseil d'Administration, en cas de modification.

La Direction des Risques a pour mission d'assurer la mise en place d'un dispositif de gestion des risques cohérent, efficace et intégré au sein de la Compagnie, qui vise à permettre le respect de l'appétence au risque définie par le Conseil d'Administration, via :

- ✓ L'identification continue des risques auxquels la Compagnie est exposée ;

- ✓ La mise en place, en relation avec les directions opérationnelles et la Direction Conformité Réglementaire et Contrôles, de mesures d'atténuation, de limites et de contrôles permettant le suivi de la maîtrise du risque ;
- ✓ La mesure des risques ;
- ✓ La remontée d'informations au Conseil d'Administration, à la Direction Générale, au Groupe et au régulateur.

La Compagnie met par ailleurs en place un système de contrôle interne, qui vise à s'assurer de la correcte mise en œuvre des procédures de gestion du risque et de leur caractère adapté, notamment par des présentations régulières de l'avancement et des résultats du plan de contrôle. Le système de Contrôle Interne s'assure de la mise en œuvre des contrôles visant à maîtriser les risques dans les limites prévues, soit sous la forme de vérifications opérationnelles visant à réduire l'impact, soit par la tenue des instances de gouvernance opérationnelles lors desquelles le respect des limites est constaté.

La Direction des Risques est tenue informée des résultats des diligences du contrôle interne de second niveau³.

Le dispositif de gestion des risques vise à maintenir les exigences de gestion des risques sur le périmètre des activités externalisées⁴.

Les directions opérationnelles interviennent dans le processus d'identification, d'évaluation, de contrôle, de mesure et de *reporting*. Elles sont propriétaires de leurs risques et aident à mettre en place les KRI et la cartographie des risques, notamment opérationnels. La validation de la stratégie mise en place dans le cadre d'un risque se fait en collaboration entre la gestion des risques et le service opérationnel de référence. Les services opérationnels de Neuflyze Vie participent également à l'alimentation des *reportings* qui sont centralisés par la gestion des risques.

Une procédure de gestion des risques reprend le détail des différents travaux de la gestion des risques.

Identification et évaluation des risques

La méthodologie cible retenue pour la phase d'identification des risques est celle d'une cartographie de l'ensemble de la Compagnie, mettant en évidence :

- Les différents processus ou activités ;
- Les risques rattachés à ces processus, tenant compte de la taxonomie définie par le Groupe ;
- La description du système d'atténuation du risque, comprenant :
 - L'immobilisation éventuelle de capital permettant d'absorber les pertes consécutives à la matérialisation du risque ;
 - Les procédures rattachées au processus ou au risque, reprenant les techniques d'atténuation et les contrôles.
- Des informations de type fréquence du risque et sévérité (brute et nette).

Processus de mise en œuvre de la cartographie des risques :

Pour établir et mettre à jour la cartographie, Neuflyze Vie combine deux approches :

- Une approche *top down*, permettant de prendre en compte la vision de la Direction Générale et du Comité de Direction sur les principaux risques non-opérationnels encourus par la Compagnie ;
- Une approche *bottom up*, afin d'exploiter la connaissance des opérationnels sur leurs périmètres respectifs concernant le risque opérationnel.

³ Cf Politique de Conformité et de Contrôle Interne

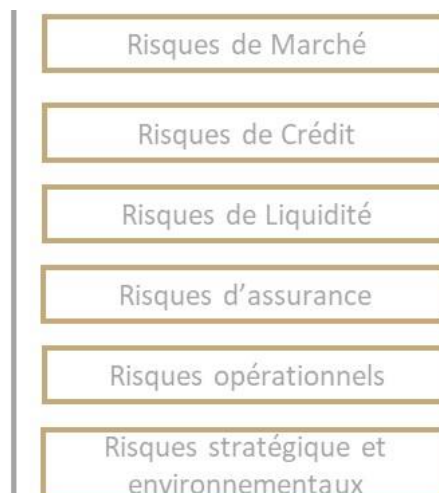
⁴ Cf politique des prestations externalisées

Afin d'évaluer qualitativement les risques, Neuflyze Vie retient :

- Une approche par les processus concernant les risques opérationnels ;
- Une approche par les activités pour les autres familles de risques.

Le tableau ci-dessous présente les six grandes familles de risques identifiées chez Neuflyze Vie, sur lesquelles des éléments complémentaires sont fournis dans la partie traitant du profil de risque de la Compagnie.

Six Familles de Risques
identifiées chez Neuflyze Vie



L'évaluation quantitative des risques est effectuée en lien direct avec la définition d'appétence au risque retenue par l'AMSB (*Administrative, Management and Supervisory Body*, ou OAGC, Organe d'Administration, de Gestion ou de Contrôle). La déclinaison de l'appétence au risque prend en compte de multiples acteurs :

- La Direction des Risques en tant qu'expert métier recherchant l'optimisation du couple rendement/risque et la diversification du profil de risque ;
- Le Top Management qui met en œuvre les orientations stratégiques ;
- La direction opérationnelle chargée d'éclairer les enjeux et les contraintes opérationnelles.

Neuflyze Vie a défini des échelles de cotation adaptées à la nature de ses risques et à son activité.

La cartographie des risques est intégrée au rapport ORSA.

Évaluation Interne du Risque et de la Solvabilité (EIRS)

L'EIRS fait partie intégrante des outils de pilotage stratégique, et notamment de pilotage commercial, afin de s'assurer du respect de l'appétence au risque définie par le Conseil d'Administration tout au long de l'exécution du Business Plan. Il est systématiquement tenu compte des résultats de cette évaluation dans les décisions stratégiques de l'entreprise.

Cette évaluation est menée :

- Lors du processus budgétaire ;
- Lors de toute modification substantielle du profil de risque de la Compagnie, détectée dans les processus de remontée d'information sur les risques.

Cette évaluation traite de l'ensemble des risques de la Compagnie, et porte au moins sur les éléments suivants :

- Le Besoin Global de Solvabilité, compte tenu du profil de risque spécifique, des limites approuvées de tolérance au risque et de la stratégie commerciale de l'entreprise. Chez Neuflyze Vie, la composante quantitative du Besoin Global de Solvabilité (capital) est calibrée sur le maintien d'une solvabilité suffisante consécutive à un stress vingtenaire ;

- Le respect permanent des exigences de capital et des exigences concernant les Provisions Techniques ;
- La mesure dans laquelle le profil de risque de l'entreprise s'écarte des hypothèses qui sous-tendent le capital de solvabilité requis, calculé à l'aide de la formule standard.

En cas de déviation significative du profil de risque de la Compagnie, matérialisée par exemple par le franchissement de limites sur les KRI, le Comité de Direction examine l'opportunité de mettre en œuvre une Évaluation Interne des Risques et de la Solvabilité. Si cette évaluation est déclenchée, le Conseil d'Administration en est informé. Le Conseil d'Administration, via son Comité d'audit, en est tenu informé.

Le Conseil d'Administration valide l'EIRS et le business plan associé, ainsi que, en amont, les stress tests retenus et les hypothèses macroéconomiques sous-jacentes.

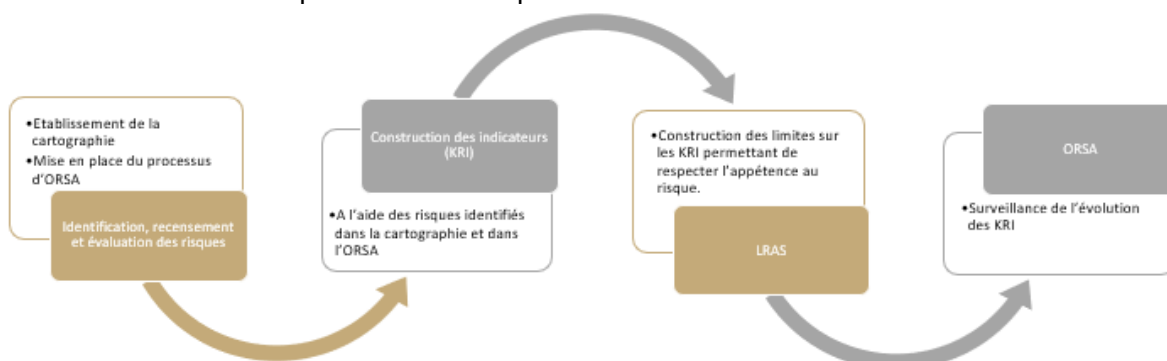
Lorsqu'un ORSA est mené, le rapport est transmis au régulateur, ainsi qu'exigé par la réglementation.

Atténuation des risques et limites

Afin de s'assurer de l'appropriation des risques par les opérationnels de premier niveau, ces derniers contribuent au système de contrôle interne, par la rédaction des procédures et la définition des contrôles de premier niveau visant à réduire les risques identifiés, dont le suivi est effectué pour certains par des comités opérationnels.

Neuflyze Vie établit un lien entre le pilotage opérationnel et les métriques de solvabilité / et de rentabilité traités par des simulations dans le rapport ORSA ou dans des simulations de scénarios de type ORSA en tenant compte des éléments suivants :

- Des principaux facteurs de risque, typiquement ;
 - Marchés : taux, spreads, actions ;
 - Passif : rachats ;
- Définition des indicateurs (KRI) et de leurs limites en fonction de l'ORSA et de la cartographie ;
- Vérification du respect de l'appétence au risque dans l'ORSA et dans le suivi des risques ;
- Définition de limites sur les KRI, notamment en déviation des hypothèses de l'ORSA qui font l'objet d'une surveillance a posteriori ;
- Mise en œuvre de stratégies d'atténuation du risque, formalisées dans des politiques dédiées ;
- Alimentation du processus ORSA par le suivi des KRI.



Mesure des risques et simulation de crises

La Direction des Risques met en place, en lien avec les directions opérationnelles, un système de mesure des risques (KRI), qui permet :

- La remontée d'informations pertinentes (portant sur les risques significatifs) et synthétiques, notamment à la Direction Générale et au Conseil d'Administration, ainsi qu'au groupe NOBC et à ABN AMRO ;
- Le déclenchement des mesures de correction en cas de franchissement de seuils, et éventuellement d'un EIRS.

Les simulations de crises sont mises en œuvre dans le cadre de l'ORSA, une fois par an si aucun KRI ne montre de décalage.

Dans le cas contraire, c'est au Comité de Direction de décider si le décalage d'un KRI nécessite la mise en œuvre d'un ORSA et des simulations de crise les accompagnant.

Les simulations de crises concernant le risque opérationnel sont développées dans le cadre du Plan de Continuité d'Activité présent dans la politique de gestion du risque opérationnel de la Compagnie.

Information et *reporting*

La remontée d'informations relatives aux risques est matérialisée par la présentation ou l'envoi des différents KRI, aux niveaux :

- De la Direction Générale et du Comité de Direction ;
- Du Conseil d'Administration et du Comité Risques et Stratégies ;
- Du groupe ABN Amro et du conglomérat NOBC par le processus RAR.

En cas de franchissement de limite « *red* », le Comité de Direction engage une réflexion sur le déclenchement d'un processus d'ORSA. Cela peut notamment avoir lieu en cas de dégradation significative de la solvabilité, constatée ou anticipée.

En cas de décision de mener un ORSA, les membres du Conseil d'Administration et du Comité Risques et Stratégie sont immédiatement informés. Dans le cas contraire, aucune démarche particulière n'est menée, l'information remontant lors des *reportings* réguliers en Comité d'Audit.

Les résultats de cette évaluation sont transmis au régulateur.

Éléments complémentaires prévus par la réglementation

Calculs de sensibilité

La réglementation impose de fournir l'état de *reporting* de l'impact des mesures de garanties long terme sur le calcul des Fonds Propres Prudentiels :

S.22.01.01
Impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires

	Impact de toutes les mesures relatives aux garanties de long terme et de toutes les mesures transitoires (approche par étapes)										
	Montant avec mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires	Sans la mesure transitoire portant sur les provisions techniques	Sans la mesure transitoire portant sur les provisions techniques	Sans la mesure transitoire portant sur les taux d'intérêt	Impact des mesures transitoires sur les taux d'intérêt	Sans la correction pour volatilité et sans les autres mesures transitoires	Impact d'une correction pour volatilité fixée à zéro	Sans l'ajustement égalisateur et sans aucune des autres mesures	Impact d'un ajustement égalisateur fixé à zéro	Impact de toutes les mesures relatives aux garanties de long terme et de toutes les mesures transitoires	
	R010	R020	R030	R040	R050	R060	R070	R080	R090	R100	R110
Provisions techniques											
Fonds propres de base	11.718.055,064	11.718.055,064	0	11.718.055,064	0	11.718.055,064	13.076,074	11.731.135,138	0	13.076,074	
Excédent d'actif sur passif	625.874,318	625.874,318	0	625.874,318	0	616.211,354	-9.662,965	616.211,354	0	-9.662,965	
Fonds propres restreints en raison du cantonnement et des garanties de long terme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Fonds propres éligibles pour couvrir le SCR	625.874,318	625.874,318	0	625.874,318	0	616.211,354	-9.662,965	616.211,354	0	-9.662,965	
Notarea 1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Notarea 2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Notarea 3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Capital de solvabilité requis	422.500,259	422.500,259	0	422.500,259	0	428.154,002	5.653,803	428.154,002	0	5.653,803	
Fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital	625.874,318	625.874,318	0	625.874,318	0	616.211,354	-9.662,965	616.211,354	0	-9.662,965	
Minimum de capital requis	190.125,116	190.125,116	0	190.125,116	0	192.669,328	2.544,212	192.669,328	0	2.544,212	

Autres éléments

Neuflize Vie utilise la formule standard, et n'est donc pas concernée par les obligations relatives à la communication d'information sur la gouvernance des modèles internes, prévues dans l'orientation 19 de la notice de l'ACPR « Communication d'informations à l'autorité de contrôle et informations à destination du public (RSR / SFCR) ».

B.4 Système de contrôle interne

Informations sur la politique de Conformité

Neuflize Vie est dotée d'une politique sur la Conformité et le Contrôle Interne, validée par le Conseil d'Administration, conformément à l'article 270 du règlement délégué 2015/35 complétant la Directive Solvabilité II.

Elle a été élaborée en novembre 2015 et approuvée par le Comité de Direction et le Conseil d'Administration de la Compagnie en décembre 2015. Elle a été revue en 2019 et approuvée par le Conseil d'Administration du 11/12/2019.

Cette politique a pour objectif de définir les principes d'organisation et de fonctionnement du dispositif de Conformité et de Contrôle Interne de Neuflize Vie ainsi que les principales missions qui lui sont confiées. Elle s'applique à l'ensemble des collaborateurs de la Compagnie quel que soit le type de l'activité exercée.

Cette politique fait référence à l'environnement réglementaire, notamment aux articles suivants :

- Article 46 de la Directive 2009/138/CE (dite Directive Solvabilité II) : création d'un système de Conformité et de Contrôle Interne ;
- Article L. 354-1 du code des assurances : mise en place d'un système de gouvernance comprenant une Fonction de Vérification de la Conformité ;
- Article L. 354-2 du code des assurances : mise en place d'un système de Contrôle Interne ;
- Article R. 354-4 du code des assurances : formalisation de procédures administratives et comptables et mise en place d'une Fonction de Vérification de la Conformité ;
- Article R. 354-4-1 du code des assurances : rôle de la Fonction de Vérification de la Conformité.

Outre la description de l'organisation du dispositif de Conformité et de Contrôle Interne, cette politique :

- Décrit le rôle de la Conformité et du Contrôle Interne au sein du dispositif global de maîtrise des risques mis en place dans la Compagnie ;
- Énumère les principales missions de la Conformité et du Contrôle Interne ;
- Précise l'articulation des périmètres des différents acteurs du dispositif global de maîtrise des risques.

Description du système de contrôle interne de l'entreprise

Conformément aux dispositifs du Conglomérat NOBC, le dispositif de Contrôle Interne de Neuflize Vie a notamment pour objectif :

- La sécurisation des processus de traitement des opérations afin de maîtriser les risques résultant de l'activité assurance-vie ;
- La prévention des risques d'erreurs ou de fraudes, en particulier dans le domaine comptable et financier ;
- Et l'obtention de l'assurance raisonnable de l'efficacité de l'organisation mise en œuvre dans l'ensemble des phases du traitement des opérations.

Ce dispositif repose sur une structure présentant trois niveaux de contrôle indépendants les uns des autres, constituant trois lignes de défense, et combine des contrôles permanents et des contrôles périodiques afin d'assurer l'intégrité et la fiabilité des opérations. Il contribue à l'évaluation du processus de gestion des risques, de contrôle et de gouvernement de l'entreprise. Pour ce faire, il s'appuie sur une cartographie des risques, une base des incidents et un ensemble de procédures opérationnelles et de conformité.

La qualité et l'efficacité du dispositif de Contrôle Interne font l'objet d'une surveillance par le Comité d'Audit.

La Direction des Risques est en charge de l'élaboration et de la mise à jour de la cartographie des risques de Neuflyze Vie, en lien avec les directions opérationnelles, la Conformité et le Contrôle Interne de la Compagnie. Cette cartographie des risques recense l'ensemble des risques opérationnels et des risques de non-conformité auxquels Neuflyze Vie est exposée et fait l'objet d'une validation par le Comité de Direction et d'une présentation au Comité d'Audit.

Les procédures de contrôle en vigueur au sein de Neuflyze Vie ont pour objet :

- De veiller à ce que les activités de la Compagnie (commercialisation, gestion des contrats, gestion des placements, couverture des engagements, etc.) ainsi que le comportement du personnel s'inscrivent dans le cadre défini par les orientations données par les organes sociaux, par les lois et règlements applicables et, par les valeurs, normes et règles déontologiques et internes au Groupe Neuflyze OBC ;
- De vérifier que les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes sociaux de Neuflyze Vie reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la Compagnie.

Le contrôle de premier niveau (contrôle permanent)

L'organisation du Contrôle Interne est décentralisée au niveau de chaque direction de Neuflyze Vie. Le contrôle de premier niveau est donc sous la responsabilité des directions opérationnelles et s'appuie sur la cartographie des risques pour élaborer et mettre à jour des plans de contrôle de premier niveau.

Conformément aux procédures qui lui sont applicables, chaque collaborateur effectue le contrôle de l'exécution des tâches dont il a la responsabilité, quelle que soit sa fonction.

En application des trois lignes de défense mises en place par le Groupe, les contrôles de premier niveau peuvent être effectués de manière croisée par le collaborateur et sa hiérarchie. Cette dernière peut déléguer certains contrôles à d'autres collaborateurs en veillant toutefois à respecter le principe de séparation des tâches et éviter ainsi l'autocontrôle.

Le contrôle de deuxième niveau (contrôle permanent)

Le pôle Contrôle est rattaché à la direction Réglementation, Conformité et Contrôle (DRCC), placée sous l'autorité du Responsable de la Réglementation, Conformité & Contrôle ; ce dernier occupant la Fonction Clé Conformité.

Le pôle Contrôle élabore un plan de contrôle de deuxième niveau sur l'ensemble des directions de Neuflyze Vie, couvrant les risques opérationnels et de non-conformité.

Ce plan de contrôle est revu annuellement et rationalisé, tenant compte des évolutions réglementaires et/ou des processus ainsi que la mise à jour de la cartographie des risques. Ce plan est validé par le Comité d'Audit. La fréquence et la périodicité des contrôles sont établies en fonction de l'évaluation du risque attribué à chaque processus.

Le résultat des contrôles donne lieu à la rédaction d'un rapport transmis à la direction opérationnelle concernée, comprenant d'éventuelles actions correctives à apporter en cas d'anomalie constatée.

Toutes les anomalies ayant donné lieu à des recommandations font l'objet d'un enregistrement dans le module IMAT de gestion des recommandations au sein de l'outil AGRC du Groupe ABN AMRO qui permet de s'assurer de leur suivi et de leur régularisation.

Le pôle Contrôle établit des rapports d'activité synthétisant les résultats des contrôles de deuxième niveau réalisés. Le contenu de ces rapports est :

- Discuté périodiquement avec les directions opérationnelles ;
- Analysé périodiquement par le Comité de Direction de la Compagnie et par le Comité Risques Opérationnels Neuflyze Vie ;
- Transmis mensuellement à la direction du Contrôle Interne du Conglomerat pour intégration dans le *reporting* du Conglomerat présenté chaque mois au Comité de Direction du Conglomerat ;
- Et présenté à chaque réunion du Comité d'Audit de Neuflyze Vie.

Le contrôle de troisième niveau (contrôle périodique)

L'Audit Interne a compétence pour exercer ses missions de contrôle périodique sur l'ensemble des directions opérationnelles, commerciales, mais également sur les dispositifs de surveillance des risques (risques de crédit, de contrepartie et de marché), et de contrôle de second niveau. Il est compétent également pour conduire des revues sur des tiers assurant les prestations essentielles externalisées. Cette capacité prévue par la Charte d'Audit repose en outre sur l'existence d'une clause d'audit dans les contrats conclus avec les prestataires de service.

Il exerce des missions de contrôles périodiques sur la base d'un plan d'audit annuel.

Au sein de Neuflyze Vie, un Responsable de la Fonction Clé (RFC) Audit a été nommé conformément aux dispositions de la Directive Solvabilité II. Le RFC Audit est hiérarchiquement rattaché au Directeur Général de la Compagnie et au Directeur de l'Audit Interne du Groupe ABN AMRO en France. La Fonction Audit Interne de la Compagnie est intégrée au dispositif de contrôle périodique du groupe ABN AMRO. Sur la base d'un SLA conclu avec Group Audit ABN AMRO, la Fonction Audit Interne mandate Group Audit France pour réaliser les missions d'audit prévues au plan, soit en s'appuyant exclusivement sur les équipes de Group Audit, soit via un outsourcing.

La politique écrite d'audit interne et le plan d'audit ont été mis à jour en 2018 et validés lors du Conseil d'Administration du 12 Décembre 2018. La politique précise les modalités de mise en œuvre de la fonction Audit Interne au sein de la Compagnie. Le plan d'audit, présenté en décembre 2018 a été modifié afin de prendre en compte les remarques de l'ACPR.

Modalités de mise en œuvre de la Fonction de Vérification de la Conformité

Le rôle de la Conformité est d'identifier, d'évaluer et de maîtriser le risque de non-conformité auquel Neuflyze Vie est exposée et d'agir en tant que référent des règles déontologiques. Le risque de non-conformité peut être défini comme le risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, de perte financière ou d'atteinte à la réputation que Neuflyze Vie est susceptible de courir suite aux non-respects des dispositions législatives et réglementaires et des normes et usages professionnels et déontologiques qui lui sont applicables.

Le risque de non-conformité recouvre ainsi :

- Le risque de nature juridique et réglementaire ;
- Le risque de réputation ;
- Le risque de sanction ;
- Le risque de perte financière ;
- Le risque d'infraction à des règles éthiques.

La mise en œuvre de la Fonction de Vérification de la Conformité est placée sous la responsabilité du responsable de la Fonction Clé Conformité qui s'appuie sur trois pôles réunis au sein de la Direction Réglementation, Conformité et Contrôle (DRCC).

- Le pôle Conformité Réglementaire ;
- Le pôle Conformité Opérationnelle ;
- Le pôle Contrôle.

Cette direction est indépendante et mène ses missions sans contrainte qui pourrait influencer ou nuire à son intégrité, son impartialité, son objectivité ou compromettre sa mission. Dans cet esprit, les membres de la DRCC ne sont pas autorisés à assumer des responsabilités commerciales ou opérationnelles dans les secteurs qu'ils contrôlent. De plus, afin de garantir l'indépendance de la Fonction Conformité et Contrôle Interne, le responsable de la DRCC est nommé par la Direction Générale ; cette nomination faisant l'objet d'une validation par le Conseil d'Administration.

Sur le plan organisationnel, la DRCC est directement rattachée à la Direction Générale de la Compagnie.

En parallèle, le directeur de la DRCC entretient des liens fonctionnels avec le « *Country Compliance Head* » pour les domaines de conformité, le Directeur Juridique du conglomerat NOBC pour le domaine juridique et réglementaire, le Directeur du Contrôle interne et de la gestion des risques opérationnels pour le domaine du contrôle.

Le pôle Conformité Réglementaire

Ce pôle assure notamment les missions suivantes :

- Réalisation de la veille réglementaire concernant la gestion des contrats d'assurance-vie et des risques de non-conformité. Les risques liés à la solvabilité, à l'actuariat, à la comptabilité, à la fiscalité (autre que celle attachée au contrat d'assurance-vie) et au droit du travail sont exclus du périmètre de veille par le Pôle Conformité Réglementaire ;
- Suivi de la mise en œuvre de la veille réglementaire réalisée par les équipes opérationnelles de la Compagnie sur leur périmètre d'activité ;
- Réalisation et diffusion de la veille réglementaire contenant une analyse d'impact pour l'ensemble des activités de Neulize Vie ;
- Participation à la validation des nouveaux produits ;
- Conseil aux équipes opérationnelles et formation sur l'évolution du cadre juridique et réglementaire de l'activité de Neulize Vie et plus généralement sur les thématiques réglementaires et déontologiques dans ces domaines ;
- Conseils aux partenaires ;
- Rédaction des conventions, agréments et documents juridiques fixant le cadre des relations de la Compagnie avec ses partenaires ;
- Rédaction des documents contractuels destinés à la clientèle ;
Suivi des réclamations clients et contentieux.

Le pôle Conformité

Ce pôle assure notamment les missions suivantes :

- Identification, mesure et évaluation des risques de non-conformité. En particulier, élaboration de la cartographie des risques LCB/FT, des cartographies de risques de non-conformité (risques de corruption, risques de conflits d'intérêt, risque de fraude) et de la cartographie des risques opérationnels et participation à la résolution des insuffisances identifiées ;
- Elaboration et maintien des politiques de conformité, y compris en contribuant à la rédaction et à la mise à jour des politiques de conformité du Conglomerat ;
- Accompagnement des courtiers et des équipes de gestion dans la compréhension et la bonne appropriation de l'ensemble des dispositifs KYC, LCB/FT et protection de la clientèle ;

- Participation au comité LCB/FT du Conglomérat NOBC et aux différents comités ou instances du Conglomérat NOBC en matière de protection de la clientèle, déontologie ou protection des données personnelles ;
- Analyse et avis sur certaines opérations à risque en matière de blanchiment de capitaux ;
- Conseil, orientation et formation à l'attention des collaborateurs et à la Direction ;
- Réalisation de *reportings* à destination de différentes instances et directions au sein du Conglomérat NOBC et du Groupe ABN Amro ;
- Elaboration du plan annuel de conformité ;
Relation avec les autorités de contrôle et TRACFIN.

Le pôle Contrôle

Ce pôle assure notamment les missions suivantes :

- Etablissement, mise à jour et réalisation du plan de contrôle de deuxième niveau, en lien avec les cartographies des risques de Neulize Vie ;
- Accompagnement des premières lignes de défense dans la mise en place des contrôles dont elles ont la responsabilité ;
- Contribution au respect permanent des politiques, des exigences réglementaires et des principes de bonne conduite en permettant d'identifier à un stade précoce des comportements ou des activités inappropriées, des insuffisances significatives ou systémiques et des problèmes liés aux produits et à la protection des clients ;
- Etablissement de rapports sur l'activité de contrôle et les mesures correctives à prendre à destination de différentes instances et directions au sein du Conglomérat NOBC et du Groupe ABN AMRO ;
- Gestion des relations avec les Commissaires aux Comptes sur le dispositif de contrôle de deuxième niveau ;
- Mise en œuvre de l'approche « AMA » (*Advanced Measurement Approach*) du Groupe ABN AMRO au travers des outils du Groupe (en lien avec la Direction des Risques) ;
- Participation à l'établissement et à la mise à jour des cartographies des risques comprenant les risques opérationnels et les risques de non-conformité, en lien avec la Direction des Risques.

B.5 Fonction d'Audit Interne

Organisation de l'Audit Interne

L'audit interne est hiérarchiquement rattaché à la Direction générale et reporte au Comité d'audit dans le cadre de la charte du comité afin de garantir son indépendance des opérations, des activités d'assurance et des fonctions supports et transversales de la Compagnie.

L'audit interne constitue le troisième niveau de contrôle du dispositif de contrôle interne de la Compagnie.

C'est une des quatre Fonctions Clés au sens de la Directive Solvabilité II, aux côtés de la Conformité, la Gestion des Risques et de l'Actuariat. Elle a également vocation à couvrir dans son plan les travaux et contributions de ces Fonctions Clés.

Indépendance et rattachement de la Fonction d'Audit Interne

La Fonction d'Audit Interne ne doit subir aucune ingérence dans la définition de son champ d'intervention, dans la réalisation de ses travaux ou dans la communication des résultats de ceux-ci.

Afin d'être en adéquation avec les exigences de la Directive Solvabilité II et d'assurer son indépendance, la Fonction Audit notamment, et les Fonctions Clés de manière générale, sont

directement rattachées au Directeur Général disposant d'un accès libre et entier au Conseil d'Administration, à travers son Comité d'Audit.

En particulier, la Fonction Audit Interne rend compte au Directeur Général de ses besoins et de l'ensemble de ses travaux.

Par ailleurs, la Fonction Clé Audit est également rattachée au Directeur de l'audit Interne du Groupe ABN AMRO en France.

En cas de besoin, et après avoir consulté le Directeur Général et/ou le Président du Comité d'Audit, le Responsable de la Fonction Clé Audit peut informer l'Autorité de Supervision (ACPR) de tout manquement qu'il pourrait être amené à constater.

L'audit a accès à toute l'information requise pour l'actualisation régulière du périmètre d'audit. Elle a accès à toutes les informations, tous les systèmes et toutes les personnes requises pour la réalisation de ses missions d'audit. Dans ce cadre, aucun secret professionnel ou domaine réservé ne peut lui être opposé. Ce principe de libre accès à l'information signifie qu'elle a communication de tout document, quel qu'en soit le support.

Conflits d'intérêt au sein de la Fonction d'Audit Interne

La Fonction Audit Interne n'exerce aucune activité opérationnelle. Si toutefois un conflit d'intérêt venait à naître sur un périmètre du plan d'audit à couvrir de la Compagnie, ou en cours de la réalisation des missions, toute mesure visant à circonscrire ce conflit sera prise par la Direction de l'audit et le management.

Relation avec les Fonctions Clés

La Fonction Audit Interne entretient une relation collaborative étroite avec les Fonctions Risques, Actuarielle, Conformité et Contrôle Interne.

Le responsable de l'audit interne s'entretient avec les Responsables des Fonctions Clés pour l'élaboration de son plan annuel afin d'affiner les objectifs des travaux d'audit eu égard à leur appréciation des risques.

Le RFC Audit n'occupe aucune autre Fonction Clé.

B.6 Fonction Actuarielle

Structure et organisation de la Fonction Actuarielle

Neuflize Vie a désigné le responsable de la Fonction Actuarielle et a défini ses missions de façon à répondre au mieux à la réglementation européenne Solvabilité II. Cette dernière précise que la Fonction Actuarielle doit :

- Coordonner le calcul des provisions techniques ;
- Garantir le caractère approprié des méthodologies, des modèles sous-jacents et des hypothèses utilisés pour le calcul des provisions techniques ;
- Apprécier la suffisance et la qualité des données utilisées dans le calcul de ces provisions techniques ;
- Emettre un avis sur la politique globale de souscription ;
- Emettre un avis sur les dispositions en matière de réassurance ;
- Participer au dispositif de gestion des risques.

La Fonction Actuarielle est assurée par un actuinaire expérimenté qui est le Directeur des Engagements. Sa nomination, comme celle des autres fonctions clés a été validée en Comité d'Administration le 18 décembre 2015. Il bénéficie ainsi d'un accès direct aux instances décisionnaires de l'entreprise et d'un rattachement fonctionnel à la Direction Générale lui permettant d'assumer son devoir d'alerte en toute indépendance.

L'exercice de la Fonction Actuarielle s'appuie sur une comitologie adéquate :

- Un Comité Produit qui permet un échange entre les Directions contributrices et la Fonction Actuarielle sur la politique de souscription ;
- Un Comité Modélisation et Solvabilité qui permet un échange entre la Direction des Risques et la Fonction Actuarielle sur l'évolution des éléments qui affectent le calcul des provisions techniques, les hypothèses, normes méthodologiques et modèles utilisés ;
- La Fonction Actuarielle est de façon permanente invitée au Comité Risques et Stratégie et peut être amenée à intervenir lors de Conseils d'Administration de la Compagnie.

Enfin le responsable de la Fonction Actuarielle émet également ses avis au travers du rapport actuariel qu'il présente annuellement au Conseil d'Administration, en y reprenant les éventuelles défaillances et les recommandations formulées.

La Coordination du calcul des provisions techniques

- Apprécier la suffisance et la qualité des données utilisées dans le calcul de ces provisions techniques ;

Les travaux relatifs aux provisions techniques font l'objet d'un dispositif de contrôle basé sur :

- La première ligne de défense est constituée des contrôles de premier niveau réalisés au niveau des équipes techniques qui déterminent les provisions techniques sur leur périmètre ;
- La deuxième ligne de défense est constituée par la fonction actuarielle qui effectue une revue des travaux des équipes techniques appuyées par les contrôle interne ;
- La troisième ligne de défense est assurée par l'audit interne qui garantit l'efficacité des contrôles.

La Fonction Actuarielle évalue l'efficacité de ce dispositif et émet des plans d'actions le cas échéant.

La Fonction Actuarielle est en relation directe avec l'Autorité de tutelle pour ce qui est de ses interventions à l'occasion de missions de surveillance prudentielle en lien avec le calcul des provisions techniques.

L'appréciation de la suffisance de la qualité des données

La Fonction Actuarielle est chargée d'apprécier la qualité des données retenues pour le calcul des provisions techniques. Cette qualité se définit en termes d'exactitude, d'exhaustivité et de pertinence.

Elle s'appuie sur un plan de mesures et de contrôle de la qualité des données en application de la politique de provisionnement et la politique de gestion de la qualité des données.

La Fonction Actuarielle présente au sein du rapport de la fonction actuarielle les insuffisances ou pistes d'amélioration significatives observées. Le rapport de la fonction actuarielle précise les principaux dispositifs mis en œuvre pour assurer la suffisance et la qualité des données.

Le caractère approprié des méthodologies, modèles sous-jacents et hypothèses

La Fonction Actuarielle veille à ce que les provisions techniques soient calculées d'une manière fiable et objective. Elle s'assure que :

- Les méthodologies choisies pour le calcul des provisions techniques sont adaptées et proportionnées à la nature, à l'ampleur et à la complexité des risques sous-jacents ;
- Les modèles sous-tendant le calcul des provisions techniques sont appropriés et correctement implémentés ;

- Les hypothèses sont déterminées sur des bases rationnelles et des données de qualité.

En outre, la Fonction Actuarielle s'assure de la mise en place des processus et procédures de comparaison des provisions techniques prudentielles et des hypothèses sous-tendant leur évaluation avec les données tirées de l'expérience (« *backtesting* »), a minima de façon annuelle.

Le rapport de la Fonction Actuarielle met en évidence les principales déficiences et/ou sources d'incertitudes relatives à l'évaluation des provisions techniques. Ces déficiences et leur remédiation font l'objet d'un suivi par la Direction de l'audit interne.

Les présentations effectuées en Comité Modélisation et Solvabilité complètent l'information portée à la fonction actuarielle, notamment sur l'évolution des méthodes et hypothèses retenues pour la clôture.

La diffusion des hypothèses et sources d'incertitude auprès de la Direction Générale est également assurée par les Comités Modélisation et Solvabilité, qui permettent la validation par la Direction Générale de l'ensemble des hypothèses et de décisions de gestion futures significatives retenues pour l'exercice. Une justification de chacune d'entre elles y est intégrée.

L'ensemble de ces dispositions permet également d'informer quant aux principales limites des modèles.

Politique de souscription

L'activité de Neuflyze Vie consiste à créer et à faire évoluer des produits d'épargne (assurance-vie et capitalisation en euros et en Unités de Compte) destinés à une clientèle patrimoniale.

La Compagnie couvre ses frais, elle identifie les risques qui découlent de ses engagements d'assurance (notamment les options intégrées et les valeurs de rachat garanties de ses produits).

La Fonction Actuarielle intervient dans le cadre de la souscription pour s'assurer que la qualité des affaires souscrites est alignée avec l'appétence aux risques de Neuflyze Vie et ne conduira pas à terme à une dégradation des fonds propres et de la rentabilité de la société.

L'avis qu'elle émet sur la politique de souscription est fondé sur la production d'études fournies par la Direction des Risques et la Direction des Engagements. Les décisions finales de souscription sont prises par la Direction Générale.

Réassurance

La Fonction Actuarielle s'assure que le recours à la réassurance est justifié, adéquat et effectif, en lien avec la stratégie de gestion des risques de Neuflyze Vie. Les produits et garanties cédés par Neuflyze Vie ne représentent ni un enjeu commercial, ni un enjeu financier. Les risques cédés sont de deux natures : décès et invalidité permanente totale. Le choix des réassureurs retenus pour ces couvertures dépend en premier lieu de leur capacité à tenir leurs engagements.

B.7 Sous-traitance

Principes de la gestion de la sous-traitance

Le cadre réglementaire de Solvabilité II

Les articles 38, 41 et 49 de la Directive de Solvabilité II encadrent les obligations des organismes d'assurance ou de réassurance concernant leur recours à des fournisseurs et/ou des sous-traitants.

L'Outsourcing Policy Group

L'*Outsourcing Policy* du groupe ABN AMRO présente, dans un cadre plus large, les règles à respecter en matière d'externalisation de prestations, que celles-ci revêtent ou non un caractère essentiel.

Parmi la liste des règles à respecter, on notera notamment :

- Les restrictions : la politique d'ABN Amro précise les activités qui peuvent être externalisées ou non. L'externalisation est proscrite pour les fonctions de top management, d'audit interne ou toute fonction qui requiert un agrément que Neuflyze Vie ou le prestataire ne possèdent pas. L'externalisation ne doit en aucun cas compromettre les relations de Neuflyze Vie avec ses clients ou affranchir Neuflyze Vie de ses obligations envers le régulateur.
- La responsabilité : les métiers demeurent propriétaires des prestations qu'ils externalisent. Ils ont la responsabilité d'en assurer le suivi et la supervision. Pour ce faire, les métiers mettent en œuvre des contrôles et assurent un suivi rapproché via la mise en place de comités de pilotage et le suivi d'indicateurs de qualité.
- Les contrôles préalables à tout contrat d'externalisation ; afin d'assurer une externalisation contrôlée et cohérente, le Groupe ABN Amro demande que :
 - Des vérifications préalables sur les prestataires soient faites (solvabilité, réputation etc...) ;
 - Les clauses de réversibilité soient prévues en cas de rupture de la relation avec le prestataire.

Activités ou fonctions importantes ou critiques

L'article L 354-3 du code des assurances, qui reprend l'article 49 de la Directive Solvabilité II, précise les critères de qualification d'une activité critique ou importante. Une prestation Externalisée peut ainsi être qualifiée lorsqu'elle est à même de :

- Compromettre gravement la qualité du système de gouvernance de l'entreprise concernée ;
- Accroître indûment le risque opérationnel ;
- Compromettre la capacité des autorités à vérifier que l'entreprise concernée se conforme bien à ses obligations ;
- Nuire à la prestation continue d'un niveau de service satisfaisant à l'égard des assurés, souscripteurs et bénéficiaires de contrats et entreprises réassurés.

Activités ou fonctions importantes ou critiques sous traitées

La Directive Solvabilité II ne préconise pas de pratique pour définir les prestations externalisées importantes ou critiques. Dès lors, la Compagnie a retenu deux typologies de critères pour qualifier une prestation externalisée :

- Un critère qualitatif pour les activités critiques :
 - Les activités « cœur de métier » : une prestation cœur de métier concourt directement aux activités liées à l'agrément de la Compagnie. Une exécution de la prestation, qui mettrait la Compagnie dans l'impossibilité de se conformer aux règles que lui imposent ses agréments, l'exposerait à une sanction de l'ACPR pouvant aller jusqu'à la perte de ceux-ci ;
 - Les Fonctions Clés. Aucune Fonction Clé de la Compagnie n'est sous traitée.

Une prestation, cœur de métier, évaluée en critique peut être déclassée en importante si l'analyse sous-jacente des critères permet de justifier ce déclasserment.

- Un critère quantitatif pour les activités importantes :

Une prestation est importante si elle participe de façon importante à la réalisation des opérations des clients. Un dysfonctionnement dans l'exécution de la prestation pénaliserait fortement la Compagnie, celle-ci ne pouvant mettre en place une solution de substitution rapidement. Des critères quantitatifs ont été établis afin de déterminer

l'importance des prestations externalisées, en fonction des impacts résultant d'un éventuel dysfonctionnement du prestataire.

Processus de sous-traitance

Neuflize Vie reste responsable des activités sous-traitées. Les responsabilités, obligations et devoirs incombant à Neuflize Vie envers son client final ne sont ni modifiés, ni transférés à ses sous-traitants. Les processus externalisés sont identifiés et sont intégrés dans la cartographie des risques de Neuflize Vie. Ce plan et les résultats des contrôles qui en découlent sont présentés en Comité d'Audit.

La sélection et le suivi du prestataire et la déclaration à l'ACPR

En application des orientations émises par l'EIOPA et l'*Outsourcing Policy* d'ABN Amro (AIM 108-65-40), et ce préalablement à toute contractualisation, Neuflize Vie se doit de sélectionner des prestataires de qualité adéquate.

A cette fin, des diligences en matière de connaissance des prestataires doivent être effectuées dans le but de contrôler leur solvabilité (via une analyse financière des prestataires), leur fiabilité et leur réputation.

Neuflize Vie réalise ces diligences régulièrement durant la vie du contrat.

En cas de prestation importante ou critique, les critères de sélection des prestataires sont renforcés. Cependant, pour les prestations importantes ou critiques déléguées au groupe, ces critères peuvent être allégés, le groupe étant soumis à un dispositif de contrôle robuste, encadré par une réglementation présentant des obligations similaires à celles de Solvabilité II.

Ainsi, feront l'objet d'une analyse préalable lors de la délégation de prestataires importants ou critiques les éléments suivants (liste non exhaustive) :

- La capacité à traiter les activités confiées en termes de volume et de qualité ;
- L'absence de conflit d'intérêt, ou le dispositif de gestion le cas échéant ;
- Les agréments ;
- La connaissance et la capacité à répondre aux réglementations applicables en matière d'assurance ;
- La stabilité financière et technique ;
- Le système de gestion des risques mis en place ;
- Les références qualité (certification) ;
- Les indicateurs de performance ;
- Le dispositif de protection de l'information mis en place (protection des données informatiques) et des données à caractère personnel (GDPR) ;
- Le niveau de garantie des produits souscrits en cas de défaillance de l'activité ;
- Le cas échéant, la politique RSE.

Encadrement des prestations externalisées

La mise en place du contrat entre le prestataire et Neuflize Vie

La Directive Solvabilité II et l'article L354-1 du code des assurances imposent de se doter d'un dispositif d'encadrement des prestations externalisées. Afin de répondre aux exigences réglementaires, Neuflize Vie a mis en place un dispositif lui permettant de s'assurer de la solidité et des capacités à garantir l'exécution de la prestation des prestataires auxquels Neuflize Vie a recours.

La DRCC s'assure de l'intégration des clauses obligatoires dans le cadre de Solvabilité et notamment l'article 274 du règlement délégué. Les sous-traitants choisis par Neuflize Vie doivent :

- Respecter un niveau de qualité répondant à un fonctionnement normal du service et, en cas d'incident, conduisant à recourir aux mécanismes de secours mentionnés ci-après ;

- Mettre en place des mécanismes de secours en cas de difficulté grave affectant la continuité du service ;
- N’imposer aucune modification substantielle de la prestation sans l’accord écrit de Neuflyze Vie ;
- Se conformer aux procédures définies par Neuflyze Vie concernant l’organisation et la mise en œuvre du contrôle des services fournis par le prestataire externalisé ;
- Permettre à Neuflyze Vie, chaque fois que cela est nécessaire, l’accès, le cas échéant sur place, à toute information sur les services mis à disposition, dans le respect des réglementations relatives à la communication d’informations (Clause d’audit) ;
- Rendre compte de façon régulière de la manière dont est exercée l’activité externalisée ainsi que leur situation financière ;
- Accepter que l’ACPR ou toute autorité étrangère équivalente ait accès aux informations sur les activités externalisées nécessaires à l’exercice de sa mission, y compris sur place ;
- Déclarer tout incident, notamment ceux ayant un impact sur l’intégrité ou la confidentialité des données de Neuflyze Vie ;
- Vérifier que ces dispositions s’appliquent également aux sous-traitants du sous-traitant ;
- Assurer la protection des informations confidentielles et des données personnelles.

Dispositif de suivi et maîtrise des risques des activités sous traitées

Prestations Critiques

Neuflyze Vie met en place des contrôles afin de s’assurer de la qualité de la prestation critique et du respect des exigences précédemment définies. Ces contrôles portent notamment sur les éléments suivants :

- Existence d’un contrat et suivi de sa conformité ;
- Dans le cadre d’une révision périodique, ce contrat fait l’objet d’une mise à jour ;
- Analyse et revue annuelle de la prestation (financière, qualité, connaissance) PECE ;
- Tenue de Comité de Pilotage par le prestataire et les directions opérationnelles ;
- Identification d’indicateurs de pilotage (contractuels permettant de suivre la qualité) ;
- Identification des incidents et formalisation de la méthodologie de leur remontée ainsi que le suivi du plan d’action pour les résoudre ;
- Formalisation et actualisation du Plan de Continuité d’Activité ;
- Résultats du PCA ;
- Identification du dispositif de contrôle interne au sein de Neuflyze Vie (Contrôle permanent, contrôle périodique) ;
- Contrôle périodique annuel ;
- Mise en place d’un *reporting* sur les indicateurs de performance à la Direction Générale et au Conseil d’Administration ;
- Mise en place d’un *reporting* sur le dispositif de contrôle à la Direction Générale et au Conseil d’Administration.

Prestations Importantes

De même pour les prestations définies comme importantes, le dispositif de contrôle de Neuflyze Vie exige la mise en place :

- Existence d’un contrat et suivi de sa conformité ;
- Dans le cadre d’une révision périodique, ce contrat fait l’objet d’une mise à jour par la DRCC ;
- Analyse et revue annuelle de la prestation (financière, qualité, connaissance) ;
- Tenue de Comité de Pilotage par le prestataire et les directions opérationnelles ;
- Identification d’indicateurs de pilotage (contractuels permettant de suivre la qualité) ;
- Identification des incidents et formalisation de la méthodologie de leur remontée ainsi que le suivi du plan d’action pour les résoudre ;
- Formalisation et actualisation du Plan de Continuité d’Activité ;

- Identification du dispositif de contrôle interne au sein de Neuflyze Vie : plan de contrôle de la deuxième ligne de défense et contrôle périodique ;
- Mise en place d'un *reporting* sur les indicateurs de performance à la Direction Générale et au Conseil d'Administration ;
- Mise en place d'un *reporting* sur le dispositif de contrôle à la Direction Générale et au Conseil d'Administration.

Autres prestations (neutres)

Neuflyze Vie doit régulièrement s'assurer de la qualité et l'exécution des prestations réalisées par ses prestataires :

- Existence d'un contrat et suivi de sa conformité ;
- Analyse et revue tous les trois ans de la prestation (financière, qualité, connaissance) ;
- Le suivi des incidents s'intègre dans le processus ad hoc.

Gouvernance

Afin de suivre les indicateurs de performance et les livrables et de s'assurer de la qualité des prestations, une gouvernance spécifique est mise en place :

Les instances dirigeantes

Le Comité de Direction valide en amont les besoins identifiés par les métiers pour les activités à externaliser. Il est également directement informé de la réalisation et des résultats des vérifications et des contrôles liés à l'externalisation.

Le Comité PECL

Afin de répondre à l'orientation 63 des textes de Niveau 3 relatifs au système de gouvernance, Neuflyze Vie s'est doté d'un Comité Prestations Externalisées, qui se tient une fois par trimestre et ponctuellement en cas de besoin.

Le Comité PECL rend compte au Comité d'audit des résultats de ses travaux annuellement.

Par ailleurs, des Comités de Pilotage spécifiques selon le degré d'importance des activités sous traitées sont mis en place et ont vocation à suivre les indicateurs, la qualité, les incidents et leur résolution.

Communication avec l'autorité de tutelle

Neuflyze Vie s'assure de la bonne communication de son prestataire avec les Autorités de régulation et de conformité. En application de l'article L354-3, alinéa 4 du code des assurances, Neuflyze Vie garantit que le prestataire de services coopère avec l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, dans l'exercice de la fonction ou l'activité externalisée. Neuflyze Vie assure par ailleurs que les personnes chargées du contrôle de ses prestations ainsi que l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution puissent avoir effectivement accès aux données afférentes aux fonctions ou aux activités externalisées.

Conformément aux dispositions de l'article L354-3 du Code des assurances, l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution est préalablement informée de l'intention de Neuflyze Vie d'externaliser des services entrant dans le périmètre de la procédure, ainsi que de toute évolution ultérieure concernant ces fonctions ou activités.

Neuflyze Vie fait parvenir à l'ACPR, au plus tard six semaines avant la date d'entrée en vigueur du contrat, un dossier comprenant :

- Le périmètre des activités ou fonctions externalisées ;
- Les raisons qui ont conduit l'externalisation ;
- Le nom du fournisseur des services et lorsque l'externalisation concerne une Fonction Clé, le nom de la personne en charge de la prestation chez le fournisseur de services. Il

est précisé que dans ce dernier cas l'entreprise d'assurances demeure néanmoins tenue de désigner une personne clé responsable de la fonction et de la notifier à l'ACPR.

Périmètre des prestations externalisées

Sur l'exercice concerné par ce présent rapport, sont externalisées auprès d'AXA France les activités importantes ou critiques suivantes :

- Comptabilité d'actifs ;
- Production d'inventaires.

B.8 Autres informations

La Compagnie n'a pas identifié d'autres informations importantes concernant sa gouvernance.

C. Profil de risque

Grandes familles de risques

La Compagnie procède régulièrement à une évaluation de ses risques, en menant des exercices de cartographie (se reporter à la partie sur le dispositif de gouvernance pour davantage de précisions).

Lors de l'exercice 2017, elle a mené ces travaux, mettant en évidence les principaux risques rapportés dans le tableau ci-après, dans lequel figure par ailleurs une présentation du dispositif de maîtrise des risques :

Famille de risques	Catégorie de risques	Atténuation du risque	Capital (formule standard)
Assurance - souscription	Prestations vie	Pilotage commercial	Oui
	Collecte	Pilotage commercial	Non
	Frais	Pilotage budgétaire	Oui
Liquidité	Liquidité	Pilotage ALM (duration, etc.)	Via rachat massif
Marché/économie	Marge (spreads non souverains)	Pilotage ALM (yc règles de diversification)	Oui
	Marge (spreads souverains)	Pilotage ALM (yc règles de diversification)	Non
	Concentration	Pilotage ALM (yc règles de diversification)	Nul
	Taux	Pilotage ALM (duration)	Oui
	Change	Pilotage ALM (exposition)	Oui
	Actions	Pilotage ALM (exposition)	Oui
	Inflation	Pilotage ALM (exposition)	Via hausse frais
Crédit	Immobiliers et fonciers	Pilotage ALM (exposition)	Oui
	Contrepartie	Sélection des contreparties, mise en place de garanties	Oui
Opérationnels	Risques opérationnels classiques : erreurs involontaires, fraudes...	Gouvernance, procédures, contrôles + cf commentaires infra.	Oui
	HR	Gouvernance, procédures, contrôles + cf commentaires infra.	Oui
	IT	Gouvernance, procédures, contrôles + cf commentaires infra.	Oui
	Change	Gouvernance, procédures, contrôles + cf commentaires infra.	Oui
	Compliance	Gouvernance, procédures, contrôles + cf commentaires infra.	Oui
	Tax	Gouvernance, procédures, contrôles + cf commentaires infra.	Oui
Stratégiques et environnementaux	Image & Réputation	Processus conglomérat ; politique ISR*	Non
	Risque climatique	Politique ISR*	Non

* en cours de rédaction, cette politique vise à formaliser la stratégie ISR de la Compagnie sur les fonds euros et fonds propres

Le risque opérationnel, en raison de sa nature, fait l'objet de travaux spécifiques présentés dans le chapitre sur la gouvernance, dans les parties traitant du risque opérationnel et du Contrôle Interne.

Le profil de risque de Neuflyze Vie se reflète dans les différents modules de son SCR, assimilables à des mesures de risque, présentés dans le tableau ci-après :

		Capital de solvabilité requis net	Capital de solvabilité requis brut	Attribution des ajustements dus aux FC et aux PAE
		C0030	C0040	C0050
Risque de marché	R0010	366.584.851	669.703.653	
Risque de défaut de la contrepartie	R0020	32.277.330	32.277.330	
Risque de souscription en vie	R0030	167.190.370	162.257.701	
Risque de souscription en santé	R0040			
Risque de souscription en non-vie	R0050			
Diversification	R0060	-115.899.192	-126.925.044	
Risque lié aux immobilisations incorporelles	R0070	0	0	
Capital de solvabilité requis de base	R0100	450.153.359	737.313.640	

		C0100
Ajustement du fait de l'agrégation des nSCR des FC/PAE	R0120	
Risque opérationnel	R0130	31.159.599
Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques	R0140	-287.160.280
Capacité d'absorption de pertes des impôts différés	R0150	-55.766.182
Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE	R0160	
Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire	R0200	425.546.776
Exigences de capital supplémentaire déjà définies	R0210	
Capital de solvabilité requis	R0220	425.546.776
Autres informations sur le SCR		
Capital requis pour le sous-module risque sur actio	R0400	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour	R0410	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour	R0420	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les portefeuilles sous ajustement égalisateur	R0430	
Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304	R0440	
Méthode utilisée pour calculer l'ajustement dû à l'agrégation des nSCR des FC/PAE.	R0450	
Prestations discrétionnaires futures nettes	R0460	401.107.326

Il ressort de ces éléments que les principaux risques de la Compagnie sont avant tout des risques de marché (taux, spreads, actions,...), en cohérence avec son activité d'assureur-vie, supposant des investissements significatifs. Sa sensibilité aux autres facteurs de risque (souscription – comportement des assurés : rachats, décès,... et contrepartie) est moindre, toujours en raison de son activité.

Par ailleurs, le niveau de risque net (d'absorption par les passifs) se trouve fortement réduit en raison de :

- La forte proportion d'Unités de Compte dans le bilan de la Compagnie, notamment par rapport aux autres acteurs du marché – la part d'Unités de Compte dans les Provisions Mathématiques de la Compagnie représentant environ 52% à fin 2019 ;
- Le très faible niveau de taux garantis sur le Fonds Euro : sur ce périmètre, les engagements avec des garanties de taux significatives données aux assurés sont non significatifs, se mesurant en points de base.

Des explications complémentaires sur la sensibilité de la Compagnie aux différents facteurs de risque sont fournies dans la suite de ce rapport, assimilables à des tests de résistance et permettant d'apprécier la sensibilité aux risques, en fournissant des informations sur le niveau de Fonds Propres prudentiels post-application d'un choc.

Prise en compte des principaux risques dans la planification de l'activité

L'ORSA (ou EIRS, Evaluation Interne des Risques et de la Solvabilité) fait partie intégrante du processus de définition de la stratégie de la Compagnie. Le budget établi par la Direction Financière et la Direction Générale fait l'objet d'une présentation en Conseil d'Administration, et d'une analyse de risques dans le rapport ORSA annuel, présenté par la Direction des Risques concomitamment à l'exercice budgétaire, de façon à fournir des éléments tangibles permettant d'apprécier la soutenabilité du budget vis-à-vis de l'appétence au risque de l'AMSB.

Lors de la planification de l'activité de la Compagnie, ou exercice budgétaire, les principaux risques identifiés font l'objet de traitements spécifiques visant à assurer le respect des engagements de l'assureur et de l'appétence au risque des actionnaires (politique ALM pour les risques de marché, politique de souscription pour les risques de passif, etc.).

Les principaux risques identifiés dans le cadre de l'exercice d'ORSA se retrouvent dans les besoins de capital (SCR) des différents modules de la formule standard, détaillés dans le présent rapport.

Risques absents du profil de risque

La réglementation prévoit la publication d'éléments spécifiques à certains risques, non présents dans le profil de risque de la Compagnie, et listés ci-après :

- Risques liés à la commercialisation de *Variables Annuities* : Neuflyze Vie ne commercialise pas de contrats de rentes variables (*variable annuities*) ;
- Risques liés à des transferts de risque à des véhicules de titrisation : Neuflyze Vie ne transfère pas de risques d'assurance à des véhicules de titrisation.

Techniques d'atténuation des risques

Pour ce qui concerne les risques de marché, de contrepartie ou de passif, Neuflyze Vie ne procède que marginalement aux techniques d'atténuation des risques (de couvertures), aussi bien pour ce qui concerne les risques de marché (calibrant directement une prise de risque en cohérence avec son profil de risque modéré) que les risques assuranciers (pour lesquels les couvertures de réassurance en place sont d'ampleur mineure en raison de la nature des contrats en portefeuille, qu'ils soient toujours en cours de commercialisation ou non).

Pour ce qui concerne le risque opérationnel, des informations sont disponibles dans le chapitre sur la gouvernance, couvrant notamment la gestion du risque opérationnel, le contrôle interne et l'audit. Ce risque est couvert par la mise en place de contrôles opérationnels.

C.1 Risque de souscription

Les risques de souscription auxquels la Compagnie est assujettie sont recensés ci-après :

- Risques de rachat ;
- Risques de mortalité et de catastrophe ;
- Risques de hausse des frais de gestion.

Risque de rachat

Les contrats d'assurance-vie ou de capitalisation présentent généralement des clauses permettant le rachat, autrement dit la possibilité pour l'assuré de procéder à un retrait des primes investies avant le terme du contrat. Le risque de rachat peut se présenter sous trois formes :

- **Le risque de hausse à long terme des rachats**

Ce risque pourrait générer une perte de revenus futurs pour la Compagnie. Pris en compte dans le calcul de la formule standard, il est très mesuré chez Neuflyze Vie, une augmentation relative de 50% des rachats conduit aux impacts suivants :

Impact d'un choc de hausse des rachats (K€)	Fonds Propres Prudentiels	Provisions techniques
Avant choc	625.874	11.718.059
Post choc	572.231	11.817.291

- **Le risque de baisse à long terme des rachats**

La Compagnie n'est pas significativement exposée à ce risque.

- **Le risque de rachat massif**

Ce risque pourrait générer une baisse des résultats futurs de la Compagnie, et une perte immédiate en cas de situation financière défavorable lors des sorties sur les Fonds Euros. Supérieur au risque de hausse à long terme des rachats, c'est son calcul qui détermine dans la formule standard le montant de capital que la Compagnie immobilise pour faire face aux risques de rachats dans leur ensemble.

Pour ce risque, l'impact du choc de la formule standard, calibré par une sortie de 40% des contrats, aboutit au résultat suivant :

Impact d'un choc de rachats de masse (K€)	Fonds Propres Prudentiels	Provisions techniques
Avant choc	625.874	11.718.059
Post choc	497.297	11.825.424

Risque de mortalité et de catastrophe

- **Risque de mortalité :**

Les engagements présents dans les contrats commercialisés par la Compagnie, assureur-vie, ne l'exposent pas aussi directement au risque de hausse à long terme de la mortalité que des activités de type assurance prévoyance. Les conséquences d'un décès sont en épargne au premier abord similaire à celles d'un rachat, donnant lieu à prestation aux bénéficiaires des contrats. Ce choc est pris en compte dans la formule standard et se matérialise comme une hausse relative des taux de mortalité de 15% :

Impact d'un choc de hausse de la mortalité (K€)	Fonds Propres Prudentiels	Provisions techniques
Avant choc	625.874	11.718.059
Post choc	612.687	11.737.284

- **Risque de catastrophe :**

Le risque de catastrophe a, s'agissant d'une activité d'assurance-vie de type épargne, des conséquences similaires à une hausse de la mortalité, d'ampleur plus faible avec la calibration des chocs de la formule standard. Ce choc est pris en compte dans la formule standard et se matérialise comme une hausse des taux de mortalité de 0,15 points :

Impact d'un choc de type catastrophe (mortalité subite) (K€)	Fonds Propres Prudentiels	Provisions techniques
Avant choc	625.874	11.718.059
Post choc	625.471	11.718.373

Risques de hausse des frais de gestion

Ce risque, proche de l'inflation, se matérialise par une hausse des frais nécessaires à la gestion des contrats par la Compagnie (coûts de prestations externalisées, salaires, etc.). Ce choc est pris en compte dans la formule standard et se matérialise comme une hausse des frais de gestion de 10% et une hausse de la dérive des frais par rapport à l'inflation de 1% :

Impact d'un choc de type hausse des frais de gestion (K€)	Fonds Propres Prudentiels	Provisions techniques
Avant choc	625.874	11.718.059
Post choc	570.905	11.791.934

Risques transférés à des véhicules de titrisation

Neuflyze Vie ne transfère pas de risque d'assurance envers des véhicules de titrisation agréés au titre de l'article 211 de la directive Solvabilité II, et n'a donc pas d'information à communiquer sur des risques transférés dans ce cadre et ou sur la manière dont le principe de couverture intégrale est évalué de manière constante.

C.2 Risque de marché

Personne prudente

Les placements de la Compagnie sont effectués selon les principes de la personne prudente, pour partie déclinée dans l'allocation stratégique (ALM) de la Compagnie mais aussi dans les limites spécifiques sur la maturité, les secteurs,... donnant lieu à différents processus d'investissements : mandats confiés à des sociétés de gestion externes ou gestion directe par la Direction des Investissement.

Les titres vifs (en direct) étant essentiellement des obligations, des analyses crédit sont menées par l'Asset Manager mandaté, à savoir Candriam. L'ensemble des titres surveillés pour des raisons de news flow négatif, ou dont le prix a fortement décliné, sont revus en Comité de Gestion avec Neuflyze Vie pour décision de gestion : conservation, allègement, cession. La poche immobilière fait aussi l'objet de deux mandats.

Sur les autres classes d'actifs, les investissements sont effectués à travers des véhicules : OPC, FCT, etc... Les décisions d'investissement dans les véhicules sont prises conjointement entre la Direction des Investissements et un conseil chez ABN AMRO Investment Solutions. Une *due diligence* est menée sur la société de gestion ainsi qu'une analyse des risques sous-jacents à l'investissement. Une fois que le véhicule est en portefeuille, un suivi des risques est effectué au niveau du véhicule et des titres sous-jacents.

La rentabilité des investissements est également suivie, et notamment lors des différents travaux d'atterrissage au cours de l'année. La liquidité des investissements est suivie au global via un outil dédié, après attribution d'un délai de liquidation moyen pour chaque titre.

Les règles de diversification sont aussi bien contrôlées au sein du mandat de gestion afin de limiter l'exposition à un pays/émetteur/contrepartie (cf. tableaux ci-dessous). Ils sont également suivis à travers des *reportings* envoyés à la Direction des Risques de Neuflyze OBC.

Enfin les dérivés ne sont utilisés qu'à des fins de couverture. A la date de clôture, le portefeuille ne contient que des swaps vanilles permettant de « variabiliser » la rémunération d'obligations à taux fixes (réduction de la duration).

Activité de prêts

Neuflyze Vie n'a pas d'activité de prêt en direct. Elle propose l'obtention d'avances sur les contrats, avec des règles strictes et conservatrices de couverture par l'épargne des contrats. A ce titre, elle ne prévoit pas de fournir d'informations concernant la nature et le volume du

portefeuille de prêts qu'elle aurait effectués, comme exigé par l'article 309 du Règlement Délégué.

Expositions au risque de marché par activité

Les risques de marché ont des impacts différents sur les différentes activités de la Compagnie (en ce compris ses Fonds Propres et leur gestion financière). Ainsi, une baisse de la valeur de marché des actifs aura des impacts différents selon que ces actifs sont dans les Fonds Propres, les Fonds Euros ou les Unités de Compte :

- Sur le Fonds Euro, toutes choses égales par ailleurs, une baisse de la valeur de marché des actifs aura pour conséquence de diminuer la capacité de l'assureur à prélever sa marge, voire de lui faire subir des pertes en cas de baisse sévère en raison de la garantie en capital qu'elle offre, affectant négativement ses Fonds Propres prudeniels ;
- Sur les Unités de Compte, le risque de marché est au premier ordre supporté par les assurés, l'assureur étant néanmoins affecté par la baisse de marge consécutive à la diminution de la Provision Mathématique représentée par ces actifs ;
- Sur les Fonds Propres, une baisse de la valeur de marché affecte directement la solvabilité de la Compagnie.

Risque Actions

La matérialisation du risque actions consiste en une baisse de la valeur de marché des titres actions, qu'ils soient cotés sur des marchés financiers, ou non. Chez Neulize Vie, à fin 2019, 25% des actifs financiers de Neulize Vie sont choqués en tant qu'actions cotées tandis que 5% sont choqués en tant qu'actions non cotées, aboutissant aux résultats de sensibilité suivants :

Impact d'une baisse des actions cotées (K€)	Fonds Propres Prudeniels	Provisions techniques
Avant choc	625.874	11.718.059
Post choc	490.487	10.219.268

Impact d'une baisse des actions non cotées (K€)	Fonds Propres Prudeniels	Provisions techniques
Avant choc	625.874	11.718.059
Post choc	581.893	11.398.383

La Compagnie envisage de mettre en place des couvertures sur le risque action, sur ses Fonds Propres et/ou ses Fonds Euros.

Risque de marge (spread)

Le spread correspond au sur-rendement des actifs obligataires par rapport à un taux sans risque choisi par convention, correspondant schématiquement au surcroît de rendement demandé par les investisseurs sur les marchés financiers pour rémunérer le risque de défaut ou de liquidité. Il est plus fondamentalement établi via les prix déterminés par les mécanismes d'équilibre d'offre et de demande sur les marchés financiers. En cas de hausse des spreads, la valeur de marché des actifs obligataires décroît. La hausse de spreads prévue dans la formule standard, générant une baisse de 3,27% de la valeur de marché des actifs, aboutit au résultat de sensibilité suivant :

Impact d'une hausse des marges (spreads) (K€)	Fonds Propres Prudentiels	Provisions techniques
Avant choc	625.874	11.718.059
Post choc	477.219	11.616.442

Risque de taux

La valeur de marché des actifs décroît avec la hausse des taux, affectant ainsi négativement la solvabilité de la Compagnie. En revanche, toutes choses égales par ailleurs, une hausse réduit le risque pour l'assureur de ne pas pouvoir prélever sa marge, affectant positivement sa solvabilité. Les chocs de la formule standard de hausse et de baisse des taux, présentés ci-après, aboutissent aux résultats de sensibilité suivants :

Échéance (en années)	Courbe des taux initiale	Augmentation de la courbe des taux	Courbe des taux - choc hausse des taux	Ecart par rapport à la courbe des taux initiale	Diminution de la courbe des taux	Courbe des taux - choc baisse des taux	Ecart par rapport à la courbe des taux initiale
1	-0,35%	70,00%	0,65%	1,00%	75,00%	-0,35%	0,00%
2	-0,32%	70,00%	0,68%	1,00%	65,00%	-0,32%	0,00%
3	-0,27%	64,00%	0,73%	1,00%	56,00%	-0,27%	0,00%
4	-0,22%	59,00%	0,79%	1,00%	50,00%	-0,22%	0,00%
5	-0,16%	55,00%	0,84%	1,00%	46,00%	-0,16%	0,00%
6	-0,09%	52,00%	0,91%	1,00%	42,00%	-0,09%	0,00%
7	-0,01%	49,00%	0,99%	1,00%	39,00%	-0,01%	0,00%
8	0,05%	47,00%	1,05%	1,00%	36,00%	0,05%	0,00%
9	0,12%	44,00%	1,12%	1,00%	33,00%	0,10%	-0,02%
10	0,18%	42,00%	1,18%	1,00%	31,00%	0,15%	-0,04%
11	0,23%	39,00%	1,23%	1,00%	30,00%	0,19%	-0,05%
12	0,28%	37,00%	1,28%	1,00%	29,00%	0,22%	-0,06%
13	0,34%	35,00%	1,34%	1,00%	28,00%	0,26%	-0,08%
14	0,39%	34,00%	1,39%	1,00%	28,00%	0,30%	-0,09%
15	0,43%	33,00%	1,43%	1,00%	27,00%	0,33%	-0,10%
16	0,46%	31,00%	1,46%	1,00%	28,00%	0,35%	-0,11%
17	0,48%	30,00%	1,48%	1,00%	28,00%	0,36%	-0,12%
18	0,50%	29,00%	1,50%	1,00%	28,00%	0,38%	-0,12%
19	0,53%	27,00%	1,53%	1,00%	29,00%	0,40%	-0,13%
20	0,57%	26,00%	1,57%	1,00%	29,00%	0,43%	-0,15%
90	2,97%	20,00%	3,97%	1,00%	20,00%	2,38%	-0,59%

Impact d'une hausse des taux (K€)	Fonds Propres Prudentiels	Provisions techniques
Avant choc	625.874	11.718.059
Post choc	625.874	10.796.201

Impact d'une baisse des taux (K€)	Fonds Propres Prudentiels	Provisions techniques
Avant choc	625.874	11.718.059
Post choc	606.442	11.723.970

Risque immobilier

La matérialisation du risque immobilier consiste en une baisse de la valeur de marché des titres immobiliers. Chez Neulize Vie, à fin 2019, la formule standard prévoyait des chocs moyens sur l'actif de la Compagnie pour l'immobilier de 24%. Environ 5% des actifs financiers de Neulize Vie font l'objet de ce choc en immobilier, aboutissant aux résultats de sensibilité suivants :

Impact d'une baisse de l'immobilier (K€)	Fonds Propres Prudentiels	Provisions techniques
Avant choc	625.874	11.718.059
Post choc	557.928	11.653.997

Risque de concentration

La Compagnie, dans son actif général, présente une forte diversification de ses investissements, dictée par les limites d'exposition de sa politique d'investissement, et matérialisée par l'absence de besoin en capital exigible au titre du risque de concentration dans la formule standard.

C.3 Risque de crédit

Les expositions matérielles au risque de crédit (ou de contrepartie) sont constituées de dépôts dans divers établissements bancaires, et principalement auprès de son actionnaire majoritaire Neuflyze OBC. La formule standard pénalise fortement les dépôts auprès des établissements non notés, bien que faisant partie de groupes notés (comme c'est le cas pour Neuflyze OBC, membre du groupe ABN Amro), ce qui explique la relativement forte immobilisation en capital pour ce risque.

C.4 Risque de liquidité

La Compagnie, en raison de la nature de ses contrats, ne tient pas compte des bénéfices des primes futures dans les calculs aboutissant à l'établissement de son ratio de solvabilité. Elle ne prévoit ainsi pas de fournir les éléments explicatifs demandés dans l'article 260 du règlement délégué aux organismes qui en tiennent compte.

Le risque de liquidité est traité via la politique ALM de la Compagnie, et fait l'objet d'un suivi spécifique via l'examen de la liquidité unitaire des titres.

C.5 Risque opérationnel

La section traitant de la gestion des risques ou celle traitant du contrôle interne reprend largement les moyens mis en œuvre pour limiter ce risque. L'exposition de Neuflyze Vie au risque opérationnel est forfaitairement estimée par la formule standard à un niveau de 31M€, avant diversification et absorption par l'impôt.

C.6 Autres risques importants

Au-delà des exigences réglementaires qui lui sont propres, Neuflyze Vie, filiale de deux groupes très engagés sur la responsabilité ESG et conscients des risques liés au changement climatique, s'attache à prendre en compte notamment dans sa politique de placements les critères ESG, comme en atteste son projet en cours de transformation ISR de la gestion de son actif général.

Des informations complémentaires sur le pilotage groupe de ces sujets sont disponibles sur les sites institutionnels respectifs de ses actionnaires ultimes (groupes ABN Amro et Axa).

Au niveau de la Compagnie, l'exposition la plus directe au risque de changement climatique concerne ses placements dans les *Insurance Linked Securities*, des titres financiers partiellement exposés à la réalisation d'aléas climatiques sur le modèle de l'activité de réassurance, qui comptent pour une faible partie de son actif général (moins de 10M€ au 31/12/2019).

La Compagnie n'a pas identifié d'autres risques significatifs nécessitant une présentation complémentaire dans son profil de risque.

C.7 Autres informations

Neuflyze Vie n'a pas identifié d'autres éléments importants relatifs à son profil de risque.

D. Valorisation à des fins de solvabilité

Les méthodologies d'établissement de ce bilan sont présentées dans des parties dédiées aux différents postes, et suivent les mêmes principes généraux. Partant de la balance comptable au 31/12/2019, la comptabilité établit, pour chacun des comptes du Plan Comptable des Assurances :

- Une correspondance avec les postes Solvabilité II ;
- Une réévaluation des montants comptabilisés de chaque poste en cohérence avec les normes de Solvabilité II, selon des modalités présentées dans le tableau ci-dessous :

Type d'éléments	Libellés comptes PCA	Nature du retraitement
Fonds Propres	Report à nouveau, Capital, Primes liées au capital social, Résultat de l'exercice, Résultat en instance d'affectation, Autres réserves, Réserve de Capitalisation.	Annulation et remplacement par éléments de Fonds Propres Éligibles (<i>Excess of assets over liabilities</i>)
Placements	Obligations, titres de créance négociables et titres à revenu fixe – obligations cotées, ...	Remplacement par valeur de marché
Provisions d'assurance (PM, PPE...)	Provisions vie affaires directes, Provisions mathématiques en unités de compte, Provision pour participation aux bénéfices affaires directes vie, ...	Remplacement par <i>Best Estimate Liabilities</i> et <i>Risk Margins</i> (calcul par modélisation)
Actifs et passifs incorporels	Immobilisations incorporelles en cours, Autres immobilisations incorporelles – logiciels, Amortissement logiciels.	Annulation (remplacement par valeur économique jugée nulle)
« Bas de bilan »	Comptes généraux des agents et courtiers, Prélèvement libératoire de taxe, Charges à payer aux personnels, ...	Maintien de la valeur du bilan social, jugée cohérente avec les principes de Solvabilité II

Des éléments plus détaillés sur les retraitements opérés sur les postes du bilan social sont rapportés dans la partie E1- Fonds Propres.

Les écarts de valorisation entre les comptes sociaux et Solvabilité II donnent lieu à l'estimation d'actifs et de passifs d'impôts différés, dont le montant cumulé est rapporté au passif dans le poste Impôts Différés Passifs. Le calcul en est effectué par multiplication de ces écarts avec le taux d'imposition applicable à chaque poste.

Les tableaux ci-après comportent les principaux éléments du bilan prudentiel, au format prévu par la réglementation :

- A l'actif :

SE.02.01.16

Bilan

		Valeur Solvabilité II	(valeur comptes légaux)	Ajustement de reclassification
		C0010	C0020	EC0021
Actifs				
Goodwill	R0010		0	
Frais d'acquisition différés	R0020		0	
Immobilisations incorporelles	R0030		15.328.663	
Actifs d'impôts différés	R0040		0	
Excédent du régime de retraite	R0050		0	
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	R0060	1.055.001	1.055.001	
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	R0070	6.593.052.812	6.102.485.590	
Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)	R0080	196.946.186	153.114.806	
Détentions dans des entreprises liées, y compris participations	R0090	0	0	
Actions	R0100	52.319.793	46.970.112	
Actions – cotées	R0110	51.838.267	46.490.962	
Actions – non cotées	R0120	481.526	479.150	
Obligations	R0130	4.331.167.604	4.039.310.995	
Obligations d'État	R0140	1.851.292.817	1.678.185.886	
Obligations d'entreprise	R0150	2.111.925.461	1.997.088.754	
Titres structurés	R0160	367.949.326	364.036.355	
Titres garantis	R0170			
Organismes de placement collectif	R0180	1.807.003.060	1.657.473.508	
Produits dérivés	R0190	0	0	
Dépôts autres que les équivalents de trésorerie	R0200	205.616.169	205.616.169	
Autres investissements	R0210			
Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés	R0220	5.467.519.465	5.467.521.954	
Prêts et prêts hypothécaires	R0230	275.793.891	274.178.440	
Avances sur police	R0240	49.614.008	49.614.008	
Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers	R0250			
Autres prêts et prêts hypothécaires	R0260	226.179.882	224.564.431	
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	R0270	0	0	
Non-vie et santé similaire à la non-vie	R0280	0	0	
Non-vie hors santé	R0290			
Santé similaire à la non-vie	R0300			
Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés	R0310	0	0	
Santé similaire à la vie	R0320			
Vie hors santé, UC et indexés	R0330			
Vie UC et indexés	R0340			
Dépôts auprès des cédantes	R0350			
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	R0360	15.240.851	15.240.851	
Créances nées d'opérations de réassurance	R0370			
Autres créances (hors assurance)	R0380	276.124	276.124	
Actions propres auto-détenues (directement)	R0390			
Éléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s)	R0400			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	R0410	300.900.800	300.900.800	
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	R0420	0	85.287.250	
Total de l'actif	R0500	12.653.838.944	12.262.274.673	

- Au passif :

SE.02.01.16

Bilan

		Valeur Solvabilité II	(valeur comptes légaux)	Ajustement de reclassification
		C0010	C0020	EC0021
Passifs				
Provisions techniques non-vie	R0510	0	0	
Provisions techniques non-vie (hors santé)	R0520	0	0	
Provisions techniques calculées comme un tout	R0530			
Meilleure estimation	R0540			
Marge de risque	R0550			
Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	R0560	0		
Provisions techniques calculées comme un tout	R0570			
Meilleure estimation	R0580			
Marge de risque	R0590			
Provisions techniques vie (hors UC et indexés)	R0600	5.867.490.471	5.632.664.917	
Provisions techniques santé (similaire à la vie)	R0610	0	0	
Provisions techniques calculées comme un tout	R0620			
Meilleure estimation	R0630			
Marge de risque	R0640			
Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés)	R0650	5.867.490.471	5.632.664.917	
Provisions techniques calculées comme un tout	R0660			
Meilleure estimation	R0670	5.822.994.261		
Marge de risque	R0680	44.496.210		
Provisions techniques UC et indexés	R0690	5.850.568.593	5.993.699.261	
Provisions techniques calculées comme un tout	R0700			
Meilleure estimation	R0710	5.747.933.686		
Marge de risque	R0720	102.634.907		
Autres provisions techniques	R0730			
Passifs éventuels	R0740			
Provisions autres que les provisions techniques	R0750			
Provisions pour retraite	R0760	946.584	946.584	
Dépôts des réassureurs	R0770			
Passifs d'impôts différés	R0780	55.766.183	0	
Produits dérivés	R0790	0	0	
Dettes envers des établissements de crédit	R0800	0		
Dettes vis-à-vis d'établissements de crédit résidents	ER0801			
Dettes vis-à-vis d'établissements de crédit résidant dans un pays tiers de la zone euro	ER0802			
Dettes vis-à-vis d'établissements de crédit résidant dans le reste du monde	ER0803			
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	R0810	6.856.606		
Dettes vis-à-vis d'entités autres que des établissements de crédit	ER0811	6.856.606		
Dettes vis-à-vis d'entités, autres que des établissements de crédit, résidant dans le même pays	ER0812	6.856.606		
Dettes vis-à-vis d'entités, autres que des établissements de crédit résidant dans un pays tiers de la zone euro	ER0813			
Dettes vis-à-vis d'entités, autres que des établissements de crédit résidant dans le reste du monde	ER0814			
Autres passifs financiers (titres de créance émis)	ER0815			
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	R0820	20.023.530	20.023.530	
Dettes nées d'opérations de réassurance	R0830	89.220	89.220	
Autres dettes (hors assurance)	R0840	226.223.439	226.223.439	
Passifs subordonnés	R0850	0	0	
Passifs subordonnés non inclus dans les fonds propres de base	R0860			
Passifs subordonnés inclus dans les fonds propres de base	R0870			
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	R0880	0	56.361.120	
Total du passif	R0900	12.027.964.625	11.930.008.071	
Excédent d'actif sur passif	R1000	625.874.318	332.266.602	

D.1 Actifs

Placements

Présentation

Au 31/12/2019, le montant total des placements de Neuflyze Vie s'élevait à 12,1md€ dans le bilan prudentiel contre 11,6md€ dans le bilan statutaire.

La décomposition par type d'actifs et les écarts normatifs sont détaillés dans le tableau suivant :

	Valorisation		
	Solvabilité 2	Statutaire	Réévaluation S2
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	6.593.052.812	6.102.485.590	490.567.222
Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)	196.946.186	153.114.806	43.831.380
Détentions dans des entreprises liées, y compris participations	0	0	0
Actions	52.319.793	46.970.112	5.349.681
Actions – cotées	51.838.267	46.490.962	5.347.305
Actions – non cotées	481.526	479.150	2.376
Obligations	4.331.167.604	4.039.310.995	291.856.609
Obligations d'État	1.851.292.817	1.678.185.886	173.106.931
Obligations d'entreprise	2.111.925.461	1.997.088.754	114.836.707
Titres structurés	367.949.326	364.036.355	3.912.971
Titres garantis	0	0	0
Organismes de placement collectif	1.807.003.060	1.657.473.508	149.529.553
Produits dérivés	0	0	0
Dépôts autres que les équivalents de trésorerie	205.616.169	205.616.169	0
Autres investissements	0	0	0
Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés	5.467.519.465	5.467.521.954	-2.489
Produits dérivés	0	0	0
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	0	28.926.130	-28.926.130
Total	12.060.572.277	11.598.933.674	461.638.603

Classification des placements

Terrains et constructions

Ce poste regroupe les terrains et les immeubles détenus en direct par la société ainsi que les parts de SCI.

Placements dans les entreprises liées et dans les entreprises avec lesquelles l'entreprise d'assurance a un lien de participation

Ce poste regroupe :

- Les entreprises liées : entreprises françaises ou étrangères pouvant être incluses par intégration globale ou par agrégation dans un même ensemble consolidé ou combiné, en application des conditions prévues par les articles L 233-16 et L 233-18 du code de commerce ou par l'article L 345-2 du code des assurances ;
- Les entreprises avec lesquelles l'entreprise a un lien de participation : entreprises autres que les entreprises liées et pour lesquelles, conformément à l'article L 233-2 du code de commerce, l'entreprise détient une fraction de capital comprise entre 10% et 50%.

Autres placements - valeurs amortissables répondant à la définition de l'article R 343-9 du code des assurances

Ce poste regroupe :

- Obligations et autres valeurs émises ou garanties par l'un des États membres de l'OCDE ;
- Obligations négociées sur un marché reconnu, autres que celles émises ou garanties par l'un des états membres de l'OCDE (par exemple les obligations émises par les sociétés commerciales) ;
- Titres de créances négociables d'un an au plus, émis par des personnes morales autres que les États membres de l'OCDE et dont les titres sont négociés sur un marché reconnu ;

- Bons à Moyen Terme Négociables émis par des personnes morales autres que les États membres de l'OCDE et dont les titres sont négociés sur un marché reconnu.

Autres placements - les placements relevant de l'article R 343-10 du code des assurances

Il s'agit des actifs ne relevant pas de l'article R 343-9. Par exemple :

- Les actions, et les parts de fonds communs de placement ;
- Les actifs immobiliers (à l'exception des terrains et constructions présentés dans une rubrique dédiée au bilan) ;
- Les prêts et obligations ne relevant pas de l'article R343-9 ;
- Les dépôts.

Valorisation des placements dans le bilan statutaire

Terrains et constructions

A l'acquisition

Les immeubles sont retenus pour leur prix d'achat ou de revient. Le prix de revient des immeubles est celui qui ressort des travaux de construction et d'amélioration, à l'exclusion des travaux d'entretien proprement dits.

En application du règlement n° 2014-03 du 5 juin 2014 de l'Autorité des Normes Comptables, la comptabilisation des actifs immobiliers tient compte des composants, éléments principaux devant faire l'objet d'un remplacement à intervalles réguliers selon un plan d'amortissement qui leur est propre.

Pour ce qui concerne la comptabilisation des composants amortis, la société a utilisé la grille adoptée par la FFA pour les éléments suivants :

- Nature des composants (4 familles) ;
- Pourcentages d'éclatement dans les fourchettes de la grille FFSA (tous les immeubles d'une même catégorie sont éclatés selon les mêmes pourcentages) ;
- Classification des immeubles par typologie ;
- Durées d'amortissement.

Valeur d'inventaire en date d'arrêté

Les immeubles sont valorisés à leur prix d'achat ou de revient diminué des amortissements pratiqués et des éventuelles dépréciations.

Placements dans les entreprises liées et dans les entreprises avec lesquelles l'entreprise d'assurance a un lien de participation

A l'acquisition :

Ces placements sont inscrits au bilan sur la base de leur prix d'achat (art. R 343-10 du code des assurances).

Valeur d'inventaire en date d'arrêté

Les titres cotés sont retenus pour le dernier cours coté au jour de l'inventaire et les titres non cotés sont retenus pour leur valeur vénale correspondant au prix qui en serait obtenu dans les conditions normales de marché et en fonction de leur utilité pour l'entreprise (art. R 343-11 du code des assurances).

Autres placements

A l'acquisition

En application règlement ANC n° 2014-04 du 5 juin 2014 relatif au classement comptable des obligations convertibles en actions dans les entreprises d'assurance, la société prend l'option de classer l'ensemble des obligations convertibles en actions à taux actuariel négatif en R 343-10.

Les obligations convertibles en actions à taux actuariel positif sont intégrées dans le champ de l'article R 343-9. Cette option correspond à la méthode comptable précédemment utilisée par la société.

Actifs relevant de l'article R 343-9 du code des assurances

Ils sont inscrits au bilan à leur prix d'achat à la date d'acquisition. Le prix d'achat s'entend hors intérêt couru.

Pour les actifs relevant de l'article R 343-9 du code des assurances, il est tenu compte d'un amortissement actuariel de la décote/surcote sur la durée résiduelle de vie du titre.

La prime ou la décote représente la différence arithmétique entre le prix d'achat et la valeur de remboursement du titre.

Les amortissements cumulés figurent en compte de régularisation à l'actif ou au passif du bilan et la variation de l'exercice figure en autres produits et autres charges de placement du compte de résultat.

Actifs relevant de l'article R 343-10 du code des assurances

Ils sont inscrits au bilan sur la base de leur prix d'achat ou de revient.

En application de l'article 123-3 du règlement n°2015-11 de l'ANC concernant les actifs amortissables relevant de l'article R 343-10 du code des assurances, il est tenu compte d'un amortissement actuariel de la décote/surcote sur la durée résiduelle de vie du placement.

La prime ou la décote représente la différence arithmétique entre le prix d'achat et la valeur de remboursement du placement.

Les amortissements cumulés figurent en compte de régularisation à l'actif ou au passif du bilan et la variation de l'exercice figure en autres produits et autres charges de placement du compte de résultat.

Valeur d'inventaire en date d'arrêté

La valorisation des actifs relevant des articles R 343-9 et R 343-10 du code des assurances est fonction de la nature de l'actif considéré et de la stratégie de détention suivie par l'entreprise :

- La valeur de réalisation (cours de bourse ou valeur probable de négociation) est utilisée pour les titres destinés à être cédés rapidement ;
- La valeur d'usage, laquelle dépend de l'utilité de l'actif pour l'actionnaire, sert à l'évaluation des titres de participation dont la vocation est de rester durablement dans le patrimoine de la société d'assurance ;
- Lorsque la capacité bénéficiaire de la société émettrice est durablement compromise, en cas de dépôt de bilan notamment, une dépréciation à caractère durable est constituée.

Ainsi, les valeurs cotées sont retenues pour leur dernier cours coté et les OPC sont valorisés à leur dernier prix de rachat publié. Les titres non cotés sont valorisés sur la base de leur valeur vénale déterminée dans des conditions normales de marché et tenant compte de leur valeur d'utilité pour l'entreprise.

La valeur des parts des OPC communiquée par les sociétés de gestion, essentiellement AXA Investment Manager, inclut une valorisation d'instruments de crédit tels que des CDO (*Collateralized Debt Obligation*) et CLO (*Collateralized Loan Obligation*) et autres ABS (*Assets Backed Securities*), ainsi que des dérivés de crédit. La valorisation des tranches dettes des ABS s'appuie principalement sur des prix communiqués par des contreparties externes. En ce qui

concerne les tranches *equity* des ABS ainsi que les CDOs, leur valorisation se fonde principalement sur les valeurs communiquées par les structureurs.

Les opérations de CDS (*Credit Default Swaps*) sont valorisées à l'aide de modèles standards utilisant des spreads de marché récupérés quotidiennement à partir d'un fournisseur externe (Markit). Ces valeurs de marché sont ensuite intégrées dans la valeur des parts des OPC les détenant.

Dans tous les cas, un contrôle et une analyse de cohérence de ces valorisations sont ensuite mis en œuvre au sein de la société de gestion.

Placements représentatifs des contrats en Unités de Compte

Ces placements figurent au bilan pour leur valeur connue au jour de l'inventaire conformément aux prescriptions du code des assurances (art. R 343-13).

Valorisation des placements dans le bilan prudentiel Solvabilité II

En vertu de l'article 75 de la directive Européenne 2009/138/CE, les placements « sont valorisés au montant pour lequel ils pourraient être échangés dans le cadre d'une transaction conclue, dans des conditions de concurrence normales, entre des parties informées et consentantes ».

En conséquence, la hiérarchie des principes de valorisation des actifs appliquée est la suivante :

1. Utilisation des prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs identiques ou similaires ;
2. Utilisation des prix cotés sur un marché actif pour des actifs ou passifs similaires, avec des ajustements destinés à rendre compte des différences ;
3. Utilisation de techniques de valorisation fondées sur un modèle se basant dans la mesure du possible sur des données de marché.

Actifs incorporels

Les actifs incorporels mentionnés au bilan statutaire s'établissent à 15,3M€ à fin décembre 2019. Ils correspondent à des immobilisations en cours comptabilisées au prix d'acquisition ou de revient. L'amortissement de ces actifs sera réalisé sur une durée de cinq ans.

Dans le cadre de Solvabilité II, cet actif est valorisé à zéro dans le bilan prudentiel. En effet, l'article 12 du règlement délégué n°2015/35 précise qu'à défaut de pouvoir justifier du fait que l'immobilisation incorporelle puisse être vendue séparément et que l'entreprise d'assurance ne puisse démontrer qu'il existe pour cet actif une valeur établie, le montant à retenir pour ce dernier est nul.

Autres Actifs

Au 31/12/2019, le montant total des autres actifs de Neuflyze Vie est de 593,0M€ dans le bilan prudentiel S2 contre 591,4M€ dans le bilan statutaire.

La décomposition par type d'actifs et les écarts normatifs sont détaillés dans le tableau suivant :

	Valorisation		
	Solvabilité 2	Statutaire	Réévaluation S2
Immobilisation corporelles pour usage propre	1.055.001	1.055.001	0
Prêt et prêt hypothécaires	275.793.891	274.178.440	1.615.451
Créances diverses	15.240.851	15.240.851	0
Trésorerie et équivalent de trésorerie	300.900.800	300.900.800	0
Total	592.990.543	591.375.092	1.615.451

Les créances nées d'opérations d'assurance directe comprennent principalement les primes restant à émettre, les primes échues non recouvrées sur les assurés, ainsi que les avances de commissions faites aux apporteurs. Les créances de plus de deux ans sont provisionnées à 100 %.

D.2 Provisions Techniques

Le bilan de la Compagnie fait l'objet par la Direction des Risques d'une incorporation dans un modèle de projection actif-passif permettant d'évaluer les engagements de type assurantiel selon les normes Solvabilité II.

Les passifs réévalués concernés sont principalement les Provisions Mathématiques et la Provision pour Participation aux Excédents (PPE : provision permettant à l'assureur de lisser le taux d'intérêt distribué aux assurés dans le temps, dans la limite de huit ans), en recourant à la correction pour volatilité, ainsi que prévu par la réglementation.

Valeur de la meilleure estimation des Provisions Techniques

Dans les comptes sociaux, les Provisions Techniques sont principalement valorisées, pour ce qui concerne les Provisions Mathématiques de type épargne qui constituent la quasi-totalité des engagements de la Compagnie, en valeur de rachat. Dans la norme prudentielle Solvabilité II, une réévaluation de ces Provisions Mathématiques est exigée, qui conduit schématiquement à déterminer une valeur économique cohérente avec le traitement des actifs (en valeur de marché, à la différence des comptes sociaux), et tenant compte des anticipations de comportement des assurés, ainsi que des leviers de pilotage de la Compagnie (marge prélevée, taux servis...).

Le tableau ci-dessous, dont la publication est prévue par la réglementation, reprend les valeurs de la meilleure estimation des Provisions Techniques estimée selon les normes Solvabilité II⁵ :

⁵ L'état prévu par la réglementation prévoit davantage de colonnes, mais seules celles présentées ici comportent des valeurs non nulles

S.12.01.01

Provisions techniques vie et santé SLT

		Assurance indexée et en unités de compte			Total (vie hors santé, y compris UC)	
		Assurance avec participation aux bénéfices	Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties		
		C0020	C0030	C0040	C0050	C0150
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010					0
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0020					0
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque						
Meilleure estimation						
Meilleure estimation brute	R0030	5.822.994.261		799.856.105	4.948.077.581	11.570.927.947
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, avant l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0040	0		0	0	0
Montants recouvrables au titre de la réassurance (hors véhicules de titrisation et réassurance finie) avant ajustement pour pertes probables	R0050					0
Montants recouvrables au titre des véhicules de titrisation avant ajustement pour pertes probables	R0060					0
Montants recouvrables au titre de la réassurance finie avant ajustement pour pertes probables	R0070					0
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0080					0
Meilleure estimation nette des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie	R0090	5.822.994.261		799.856.105	4.948.077.581	11.570.927.947
Marge de risque	R0100	44.496.210	102.634.907			147.131.118
Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques						
Provisions techniques calculées comme un tout	R0110					0
Meilleure estimation	R0120					0
Marge de risque	R0130					0
Provisions techniques – Total	R0200	5.867.490.471	5.850.568.593			11.718.059.064
Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie	R0210	5.867.490.471	5.850.568.593			11.718.059.064
Meilleure estimation des produits avec option de rachat	R0220	5.822.994.261	5.747.933.686			11.570.927.947
Meilleure estimation brute pour les flux de trésorerie						
Sorties de trésorerie						
Prestations garanties et discrétionnaires futures	R0230		5.377.599.167			11.229.094.261
Prestations garanties futures	R0240	5.450.387.735				
Prestations discrétionnaires futures	R0250	401.107.358				
Dépenses futures et autres sorties de trésorerie	R0260	280.511.399	370.334.518			650.845.917
Entrées de trésorerie						
Primes futures	R0270					0
Autres entrées de trésorerie	R0280	309.012.231				309.012.231
Pourcentage de la meilleure estimation brute calculée à l'aide d'approximations	R0290	0	0			
Valeur de rachat	R0300	5.632.664.917	5.993.699.261			11.626.364.178
Meilleure estimation faisant l'objet de la mesure transitoire sur les taux d'intérêt	R0310					0
Provisions techniques hors mesure transitoire sur les taux d'intérêt	R0320					0
Meilleure estimation faisant l'objet de la correction pour volatilité	R0330	5.822.994.261	5.747.933.686			11.570.927.947
Provisions techniques hors correction pour volatilité et autres mesures transitoires	R0340	5.879.945.601	5.851.189.538			11.731.135.138
Meilleure estimation faisant l'objet de l'ajustement égalisateur	R0350					0
Provisions techniques hors ajustement égalisateur et autres mesures transitoires	R0360					0

Il est présenté ci-après des éléments plus détaillés sur la méthodologie de calcul de la meilleure estimation des Provisions Techniques.

Bilan modélisé

Généralités

L'ensemble du bilan est intégré dans le modèle de projection actif passif de la Compagnie, et non uniquement les placements et les Provisions Mathématiques.

Actif

Les actifs financiers sont intégrés ligne à ligne. Les données comptables sont enrichies avec des données de marché nécessaires à l'établissement du bilan prudentiel selon la norme Solvabilité II :

- Ratings ;
- Caractéristiques techniques (ex pour les obligations : coupons, nominaux...) ;
- Classifications des titres (souverain, ...) ;
- ...

Pour les Fonds en Euros et les Fonds Propres, dans les projections, pour des questions de volume et pour conserver les effets de diversification, les OPC sont transparisés au niveau de

chaque "classe d'actifs" (monétaire, obligataire, action). Un rating moyen et une durée de vie moyenne sont appliqués à la classe obligataire. Cette situation est établie à partir de transparisation de la quasi-totalité des fonds dont dispose Neuflyze Vie.

Pour les UC, les actifs sont agrégés et répartis en trois lignes correspondant à chacune des classes d'actifs projetés (monétaire, action, obligation). Ces classes sont établies à partir d'une base de titres utilisée pour réaliser le *reporting* client (référentiel valeurs). Cette agrégation est jugée satisfaisante au regard de la nature des risques sous-jacents des UC et à leur matérialité, conformément au principe de proportionnalité de la directive.

Passif

Les contrats sont issus des données d'inventaire. Les informations suivantes sont recueillies à la date considérée :

- Numéro du contrat ;
- Nature du fonds (support en euros rattaché, UC) ;
- Code produit ;
- Nature du produit (risque : vie ou capitalisation) ;
- Nature du canal de distribution (canal banque NOBC ou canal Partenaires) ;
- Antériorité du contrat (génération) ;
- Age maximum sur le contrat (maximum des âges en cas de co-souscription) ;
- Type de revalorisation du Fonds en Euros (Taux minimum garanti, TMGA, ...) ;
- PM du contrat.

Les groupes de contrats sont, présentés ci-après, sont constitués par regroupement sur les variables suivantes :

- Nature du fonds (support en euros rattaché, UC) ;
- Nature du produit (risque : vie ou capitalisation) ;
- Nature du canal de distribution (canal interne/externe, avec depuis cet exercice séparation du plus gros partenaire) ;
- Type de revalorisation du Fonds en Euros (Taux minimum garanti / taux technique, TMGA (annuel), ...).

Des modifications ont été introduites dans les regroupements de ces contrats pour éviter la constitution de poches de taille trop réduites (seuil fixé à 1 M€). Couplées avec la séparation du plus gros partenaire externe, les modifications apportées ont généré une augmentation du nombre de Model Points (68), sachant que les Groupes de contrats ainsi constitués contiennent de plus des informations sur l'antériorité du contrat (génération), ce qui démultiplie la finesse de la projection.

Calcul du Best Estimate - modalités de projection du bilan

Modélisation des frais et des coûts

Les frais généraux sont modélisés de façon à intégrer dans l'évaluation de la capacité de la Compagnie à respecter ses engagements la prise en compte des frais nécessaires à la gestion des contrats.

Les frais sont calibrés à partir du budget établi par la Direction Financière. La méthodologie retenue consiste, sur les différents postes cités précédemment, à ajuster les ratios de frais généraux de façon à répliquer les frais généraux en montant présents dans le budget de la Compagnie.

Modélisation du pilotage du compte de Participation aux bénéfices

La politique modélisée définit un objectif de marge et un minimum de marge, cohérent avec la pratique de la Compagnie.

Modélisation de la politique de marge dans les Fonds Euros

Sur les Fonds Euros, la marge est modélisée conformément aux anticipations de la Compagnie présentes dans ses budgets, et comparable à sa pratique historique.

Modélisation des taux servis cibles

Un taux concurrentiel et un taux servi sont définis puis rattachés à chacun des groupes de contrats avec clause de Participation aux Bénéfices, de façon à répliquer la pratique anticipée de la Compagnie en la matière. La politique de taux servis a été revue, afin de tenir compte de la pratique nouvellement adoptée par la Compagnie dans un contexte de baisse des taux.

Caractéristiques des contrats

La Compagnie ne projette pas de prime future sur ses contrats lors de l'évaluation de la meilleure estimation des Provisions Techniques, ces contrats ne prévoyant pas d'engagement ferme de versement par les assurés.

Les options et garanties les plus significatifs concernent le Fonds Euro, qui prévoit une garantie en capital ainsi qu'un mécanisme de participation aux bénéfices régi par les contrats, la réglementation et les pratiques historiques de la Compagnie. Certains contrats, comportant une garantie plancher, donnent lieu à l'estimation spécifique de cette garantie.

Lois de comportement structurels (rachats, décès, arbitrages)

Lois de rachats structurels

Les lois de rachat structurel modélisent les rachats que l'assureur peut observer dans un contexte économique « normal » sur ses contrats d'assurance-vie. Elles se présentent sous la forme d'un pourcentage d'encours racheté par ancienneté de contrat, tenant compte de la nature du passif modélisé.

Lois de rachat conjoncturel sur le Fonds Euros

Des rachats dynamiques sont modélisés, pour tenir compte des effets du comportement des assurés lié aux conditions de marché simulées dans les différents scénarios stochastiques nécessaires à l'évaluation de la meilleure estimation.

Lois de décès

Des études permettent d'établir la mortalité de la population qui compose le portefeuille de Neuflyze Vie par rapport aux tables de l'INSEE, puis à en tenir compte dans l'évaluation des prestations envers les assurés.

Lois d'arbitrage structurels

Des arbitrages structurels sont modélisés, de façon à intégrer dans les calculs les impacts des flux d'assurés entre l'euro et l'UC.

Réassurance / titrisation

La Compagnie, par nature, ne procède pas à l'évaluation de montants recouvrables au titre de la réassurance ou de la titrisation.

Horizon de projection et hypothèses de fin de projection

Les projections sont réalisées sur 35 ans et sur 1000 scénarios. Des contrôles de liquidation des Provisions Mathématiques en fin de projection sont réalisés ainsi que des contrôles de cohérence sur le scénario non stressé. En fin de projection, les actifs représentatifs du

portefeuille épargne sont entièrement liquidés et distribués aux assurés (valeur de marché y compris PPE). Ceux des Fonds Propres reviennent aux actionnaires.

Scénarios économiques

La Compagnie utilise le Générateur de Scénarios Economiques (GSE) incorporé dans son logiciel de projection actif passif. Ce générateur fournit des jeux de scénarios économiques, reprenant les principaux facteurs de marché, projetés selon des techniques de valorisation financière en risque neutre de façon à permettre une évaluation elle aussi risque neutre des engagements de la Compagnie (conformément à la réglementation).

Projection des actifs et stratégie d'allocation au cours de la projection

Chaque classe d'actifs est modélisée de façon différenciée notamment pour ce qui concerne la simulation des revenus encaissés (coupons, dividendes, loyers, ...), des revenus et valeurs comptabilisés et des valeurs de marché. Les calculs de ces différents éléments sont effectués à l'aide du scénario stochastique correspondant à chaque simulation.

La gestion des actifs a été implémentée dans la modélisation conformément aux pratiques de la Compagnie.

Marge pour risque – modalités de calcul

La marge pour risque permet de s'assurer que la valeur des Provisions Techniques est équivalente au montant nécessaire pour reprendre et honorer les engagements du portefeuille par un tiers. Elle est calculée en déterminant le coût de mobilisation des Fonds Propres nécessaires pour couvrir le Capital de Solvabilité Requis de référence correspondant à ces engagements sur leur durée de vie.

Autres éléments méthodologiques

La Compagnie ne procède pas au calcul comme un tout des Provisions Techniques.

Neuflyze Vie n'identifie pas d'incertitude significative liée au calcul de ses Provisions Techniques.

Neuflyze Vie n'utilise pas l'ajustement égalisateur, et ne fournit donc pas d'estimation de l'impact de cette mesure.

Neuflyze Vie utilise le *Volatility Adjustment* et fournit des sensibilités à cet élément dans la section Gouvernance, sous-section Gestion des Risques.

Neuflyze Vie n'utilise pas la mesure transitoire portant sur la courbe des taux, et ne fournit donc pas d'estimation de l'impact de cette mesure.

Neuflyze Vie n'utilise pas la mesure transitoire portant sur les provisions techniques, et ne fournit donc pas d'estimation de l'impact de cette mesure.

Neuflyze Vie n'identifie pas de montant recouvrable significatif au titre des contrats de réassurance et des véhicules de titrisation.

D.3 Autres passifs

Passifs d'impôts différés

Les impôts différés sont comptabilisés en net dans le bilan prudentiel Solvabilité II, et s'établissent à 55,8M€ au 31/12/2019.

La décomposition en est présentée dans le tableau suivant :

	Réévaluation S2
ID sur revalorisation Placements	121.126.668
ID sur revalorisation Actifs Incorporels	-4.007.973
ID sur revalorisation Provisions Techniques	-59.559.721
ID sur revalorisation locations - IFRS16	-1.792.791
Total	55.766.183

Dettes diverses

Au 31/12/2019, les autres passifs s'élèvent à 253,2M€ dans le bilan prudentiel, et pour un montant de 246,3M€ dans le bilan statutaire. L'écart ayant pour source la mise en place d'IFRS16 au 1^{er} janvier 2019 au sein de la Compagnie, et la dette de financement contrepartie de l'actif créé par le transfert de droit reconnu sur les contrats de location dans le bilan prudentiel. L'effet d'actualisation n'étant pas matériel, ces dettes court terme n'ont pas fait l'objet de réévaluation. Elles correspondent principalement aux commissions à régler aux apporteurs d'affaires, aux dettes sociales et fiscales.

	Valorisation		
	Solvabilité 2	Statutaire	Réévaluation S2
Dettes d'assurance et intermédiaires d'assurances	-20.023.530	-20.023.530	0
Dettes hors assurances (*)	-226.223.439	-226.223.439	0
Dettes nées d'opérations de réassurance	-89.220	-89.220	0
Dettes financières hors établissements de crédit	-6.856.606	0	6.856.606
Total	-253.192.794	-246.336.188	6.856.606

(*) Les "dettes hors assurances" comprennent les Repos ayant la particularité de présenter une symétrie Actif/Passif, dont nous retrouverons la contrepartie en "Dépôts".

D.4 Méthodes de valorisation alternatives

Les actifs faisant l'objet de méthodes de valorisation alternatives au 31/12/2019 sont les biens ne faisant pas l'objet d'une évaluation sur un marché coté et observable.

La méthode de valorisation alternative retenue peut dépendre entre autres du type d'actif, de sa durée de détention prévue, du budget prévisionnel.

Neuflize vie a retenu les méthodes suivantes pour l'évaluation de ses actifs :

- « Coût historique » dans le cas d'actifs détenus sur du court terme, présentant un niveau d'incertitude et donc un impact peu significatif. Neuflize Vie n'identifie pas d'impact significatif.
- « Coût amorti » dans le cas d'actifs détenus sur une durée prévue avec une certitude relative, permettant de répartir les produits et charges sur leur durée de vie.
- « A dire d'expert » dans le cas d'immeubles. Ici le recours à un expert indépendant et impartial se justifie par la nécessité d'obtenir la valorisation la plus efficiente fonction du marché immobilier local, du type d'exploitation (exploitation/location), des risques,... L'expert calculera, une « valeur de marché » dépendant d'une *valeur vénale* à laquelle le bien pourrait être raisonnablement vendu sur le marché à l'amiable au moment de l'expertise, et d'une *valeur locative* correspondant à la contrepartie financière annuelle susceptible d'être obtenue sur le marché de l'usage du bien immobilier dans le cadre d'un contrat de location, ainsi qu'une « valeur de remplacement » représentant les coûts

d'achat des terrains et constructions à l'identique ou à l'équivalent. Pour ce faire, l'expert utilisera une ou plusieurs des quatre grandes familles de méthodes d'évaluation de biens immobiliers :

- Comparaison directe (ou méthode de marché) à des transactions effectuées sur des biens équivalents en nature, localisation et période ;
- Par le revenu annuel capitalisé et actualisé, pour parvenir à une valeur vénale ;
- Par le coût de remplacement ;
- Par une méthode dite « professionnelle » s'appliquant à des catégories de biens immobiliers spécifiques (hôpital, hôtels, théâtres,...) et dérivée des méthodes par le revenu ou par comparaison.

Méthode de valorisation	Catégorie d'actifs	Valorisation S2 (en K€)
Coût historique	Prêts	308
	Avances	49.614
	Dépôts (*)	205.616
	Comptes Bancaire Courants	300.901
Coût amorti	Immobilisations corporelles	1.055
A dire d'expert (**)	Immobilier	196.946
	Part de SCPI	107.151
Total		861.591

(*) Les dépôts comprennent les Repos ayant la particularité de présenter une symétrie Actif/Passif, dont nous retrouverons la contrepartie en "Dettes hors assurances".

(**) L'expert valorise les immeubles, y compris les immeubles détenus par des SCPI. Cette évaluation servira de base au calcul de la part de SCPI.

D.5 Autres informations

La Compagnie n'a pas identifié d'autre information importante concernant la valorisation des actifs et des passifs à des fins de solvabilité.

E. Gestion du capital

Le tableau ci-dessous, dont la publication est prévue par la réglementation, comporte des éléments relatifs à la composition des Fonds Propres, à leur niveau ainsi qu'à la couverture du SCR :

S.23.01.01
Own funds

		Total	Niveau 1 – non restreint	Niveau 1 – restreint	Niveau 2	Niveau 3
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Fonds propres de base avant déduction pour participations dans d'autres						
Capital en actions ordinaires (brut des actions propres)	R0010	24.986.192	24.986.192			
Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires	R0030	122.187.329	122.187.329			
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0040	0				
Comptes mutualistes subordonnés	R0050	0				
Fonds excédentaires	R0070	127.189.374	127.189.374			
Actions de préférence	R0090	0				
Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence	R0110	0				
Réserve de réconciliation	R0130	324.284.857	324.284.857			
Passifs subordonnés	R0140	0				
Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets	R0160	0				
Autres éléments de fonds propres approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés supra	R0180	27.226.566	27.226.566			
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la						
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II	R0220					
Déductions						
Déductions pour participations dans des établissements de crédit et des établissements financiers	R0230	0				
Total fonds propres de base après déductions	R0290	625.874.318	625.874.318	0	0	
Fonds propres auxiliaires						
Capital en actions ordinaires non libéré et non appelé, callable sur demande	R0300	0				
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalents, non libérés, non appelés et appelables sur demande, pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0310	0				
Actions de préférence non libérées et non appelées, appelables sur demande	R0320	0				
Engagements juridiquement contraignants de souscrire et de payer des passifs subordonnés sur demande	R0330	0				
Lettres de crédit et garanties relevant de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0340	0				
Lettres de crédit et garanties ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0350	0				
Rappels de cotisations en vertu de l'article 96, point 3, de la directive 2009/138/CE	R0360	0				
Rappels de cotisations ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 3, de la directive 2009/138/CE	R0370	0				
Autres fonds propres auxiliaires	R0390	0				
Total fonds propres auxiliaires	R0400	0				
Fonds propres éligibles et disponibles						
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0500	625.874.318	625.874.318	0	0	
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0510	625.874.318	625.874.318	0	0	
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0540	625.874.318	625.874.318	0	0	0
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0550	625.874.318	625.874.318	0	0	
Capital de solvabilité requis	R0580	422.500.259				
Minimum de capital requis	R0600	190.125.116				
Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis	R0620	148,1%				
Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital requis	R0640	329,2%				
		C0060				
Réserve de réconciliation						
Excédent d'actif sur passif	R0700	625.874.318				
Actions propres (détenues directement et indirectement)	R0710					
Dividendes, distributions et charges prévisibles	R0720					
Autres éléments de fonds propres de base	R0730	301.589.461				
Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux fonds cantonnés	R0740	0				
Réserve de réconciliation	R0760	324.284.857				
Bénéfices attendus						
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités vie	R0770					
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités non-vie	R0780					
Total bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP)	R0790	0				

Le ratio de solvabilité de la Compagnie ressort ainsi à 148,1%. Les actionnaires de la Compagnie présentent une solvabilité élevée, avec un ratio bancaire *fully loaded* CET1 de 18.1% pour ABN Amro au 31/12/2019 (notation A⁶) et un ratio assurantiel de solvabilité au 31/12/2019 de 198% pour le groupe Axa (notation AA⁻⁷). Des informations complémentaires sur ces deux groupes cotés sont disponibles sur leurs sites institutionnels respectifs.

⁶ Notation S&P en vigueur depuis le 24 septembre 2019

⁷ Notation S&P en vigueur depuis le 24 juillet 2019

E.1 Fonds Propres

Éléments relatifs à la nature des Fonds Propres

Les Fonds Propres de la Compagnie se composent uniquement de Fonds Propres de base provenant des états financiers sociaux, de la Réserve de Réconciliation et des Fonds Excédentaires (Surplus Fund). La Réserve de Réconciliation est principalement composée de la réserve de capitalisation, des marges futures et des plus-values latentes présentes sur ces Fonds Propres, ces éléments étant lorsque cela est pertinent augmenté ou diminué d'impôts différés latents. Ces Fonds Propres sont ainsi constitués exclusivement de Tier 1, soit de la meilleure qualité possible au sens de l'éligibilité à la couverture du SCR, et ne font l'objet d'aucun retraitement pour la couverture du SCR et du MCR.

Le tableau ci-dessous présente la variation des fonds propres et plus spécifiquement de la réserve de réconciliation entre la publication fin de période et la publication fin de période précédente :

S.29.01.01

Excédent d'actif sur passif

S.29.01.01.01

Réconciliation avec les Fonds propres – éléments déclarés en «fonds propres»

		Année N	Année N-1	Variation
		C0010	C0020	C0030
Fonds propres de base avant déduction pour participations dans				
Capital en actions ordinaires (brut des actions propres)	R0010	24.986.192	24.986.192	-
Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires	R0020	122.187.329	122.187.329	-
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0030	-	-	-
Comptes mutualistes subordonnés	R0040	-	-	-
Fonds excédentaires	R0050	127.189.374	-	127.189.374
Actions de préférence	R0060	-	-	-
Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence	R0070	-	-	-
Réserve de réconciliation avant déduction pour participations	R0080	324.284.857	364.193.012	- 39.908.155
Passifs subordonnés	R0090	-	-	-
Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets	R0100	-	-	-
Autres éléments de fonds propres approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés supra	R0110	27.226.566	26.323.128	903.438
Variation du total des éléments de fonds propres de base avant ajustements	R0120	625.874.318	537.689.662	88.184.657

S.29.01.01.02

Variation des composantes de la réserve de réconciliation – éléments déclarés en «fonds propres»

		Variation
		C0030
Variation des composantes de la réserve de réconciliation –		
Excédent d'actif sur passif (variation des fonds propres de base expliquée par les modèles d'analyse de variation)	R0130	88.184.657
Actions propres	R0140	-
Dividendes, distributions et charges prévisibles	R0150	-
Autres éléments de fonds propres de base	R0160	128.092.812
Éléments de fonds propres restreints en raison du cantonnement et du portefeuille sous ajustement égalisateur	R0170	-
Variation totale de la réserve de réconciliation	R0180	- 39.908.155
Analyse résumée de la variation de l'excédent d'actif sur passif		
Variation liée aux investissements et aux dettes financières	R0190	275.606.160
Variation liée aux provisions techniques nettes	R0200	213.370.286
Variation des éléments de fonds propres de base de capital «pur» et des autres éléments approuvés	R0210	-
Variation de la position d'impôt différé	R0220	- 14.665.319
Impôt sur le revenu de la période de référence	R0230	14.014.980
Distribution de dividendes	R0240	24.595.783
Autres variations de l'excédent de l'actif sur le passif	R0250	- 424.737.233

Le tableau ci-dessous présente (en milliers d'€uro) la réconciliation entre les fonds propres de base provenant des états financiers sociaux et les fonds propres sous Solvabilité II :

	Valorisation		
	Solvabilité 2	Statutaire	Réévaluation S2
Actifs Incorporels	0	15.328,7	-15.328,7
Placements	12.060.572	11.598.934	461.639
Actifs d'Impôts Différés	0	0	0
Autres Actifs	593.267	591.651	1.615
Provisions Techniques	-11.719.006	-11.627.311	-91.695
Passifs d'Impôts Différés	-55.766	0	-55.766
Autres Passifs	-253.193	-246.336	-6.857
Total	625.874	332.267	293.608

Neuflize Vie ne présente aucun passif subordonné, faisant ou non l'objet de mesure transitoire, et n'a pas besoin de communiquer de quelconques informations relatives à cette catégorie de passifs comme il peut être demandé par la réglementation. Neuflize Vie ne présente aucune créance subordonnée.

L'évolution des Fonds Propres de Neuflize Vie en 2019 s'explique, en dehors de la distribution du dividende correspondant environ au résultat de l'exercice précédent, par l'intégration conformément à l'instruction de l'ACPR de 95% de la PPB dans les fonds propres de couverture pour un montant de 127,2M€ en Fonds Excédentaires.

Neuflize Vie ne communique pas de ratios de solvabilité supplémentaires en sus de ceux inclus dans l'état S.23.01 présenté dans ce rapport.

Éléments sur les distributions de dividendes

Concernant les Fonds Propres de Neuflize Vie, il n'est pas attendu d'évolution particulière au cours de la période de planification de l'activité (2020-24), en dehors d'éventuelles distributions de dividendes, dont la décision serait prise par l'assemblée générale des actionnaires, sur proposition du Conseil d'Administration, et en fonction des conditions alors en vigueur, conformément aux travaux de la Compagnie relatifs à sa politique de gestion du capital.

E.2 Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis

Le tableau ci-dessous, dont la publication est exigée par la réglementation, présente le niveau de capital de solvabilité requis :

S.25.01.01

Capital de solvabilité requis – pour les entreprises qui utilisent la formule standard

		Capital de solvabilité requis net	Capital de solvabilité requis brut	Attribution des ajustements dus aux FC et aux PAE
		C0030	C0040	C0050
Risque de marché	R0010	363.289.907	670.214.613	
Risque de défaut de la contrepartie	R0020	32.277.330	32.277.330	
Risque de souscription en vie	R0030	167.190.362	162.257.748	
Risque de souscription en santé	R0040			
Risque de souscription en non-vie	R0050			
Diversification	R0060	-115.650.756	-126.938.211	
Risque lié aux immobilisations incorporelles	R0070	0	0	
Capital de solvabilité requis de base	R0100	447.106.843	737.811.480	

		C0100
Ajustement du fait de l'agrégation des nSCR des FC/PAE	R0120	
Risque opérationnel	R0130	31.159.599
Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques	R0140	-290.704.638
Capacité d'absorption de pertes des impôts différés	R0150	-55.766.183
Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE	R0160	
Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire	R0200	422.500.259
Exigences de capital supplémentaire déjà définies	R0210	
Capital de solvabilité requis	R0220	422.500.259
Autres informations sur le SCR		
Capital requis pour le sous-module risque sur actions fondé sur la durée	R0400	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour la part restante	R0410	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les fonds cantonnés	R0420	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les portefeuilles sous ajustement égalisateur	R0430	
Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304	R0440	
Méthode utilisée pour calculer l'ajustement dû à l'agrégation des nSCR des FC/PAE.	R0450	
Prestations discrétionnaires futures nettes	R0460	401.107.358

Le tableau ci-dessous, dont la publication est exigée par la réglementation, présente le niveau de minimum de capital requis :

S.28.01.01

Minimum de capital requis (MCR) – Activité d'assurance ou de réassurance vie uniquement

Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance non-vie

		C0010	
RésultatMCRNL	R0010		
		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)
		C0020	C0030
Assurance frais médicaux et réassurance proportionnelle y afférente	R0020		
Assurance de protection du revenu, y compris réassurance proportionnelle y afférente	R0030		
Assurance indemnisation des travailleurs et réassurance proportionnelle y afférente	R0040		
Assurance de responsabilité civile automobile et réassurance proportionnelle y afférente	R0050		
Autre assurance des véhicules à moteur et réassurance proportionnelle y afférente	R0060		
Assurance maritime, aérienne et transport et réassurance proportionnelle y afférente	R0070		
Assurance incendie et autres dommages aux biens et réassurance proportionnelle y afférente	R0080		
Assurance de responsabilité civile générale et réassurance proportionnelle y afférente	R0090		
Assurance crédit et cautionnement et réassurance proportionnelle y afférente	R0100		
Assurance de protection juridique et réassurance proportionnelle y afférente	R0110		
Assurance assistance et réassurance proportionnelle y afférente	R0120		
Assurance pertes pécuniaires diverses et réassurance proportionnelle y afférente	R0130		
Réassurance santé non proportionnelle	R0140		
Réassurance accidents non proportionnelle	R0150		
Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	R0160		
Réassurance dommages non proportionnelle	R0170		

Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance vie

		C0040	
RésultatMCRL	R0200	220.002.431	
		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)	Montant total du capital sous risque net (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)
		C0050	C0060
Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations garanties	R0210	5.421.886.903	
Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations discrétionnaires futures	R0220	401.107.358	
Engagements d'assurance avec prestations indexées et en unités de compte	R0230	5.747.933.686	
Autres engagements de (ré)assurance vie et de (ré)assurance santé	R0240		
Montant total du capital sous risque pour tous les engagements de (ré)assurance vie	R0250		20.946.266

Calcul du MCR global

		C0070
MCR linéaire	R0300	220.002.431
Capital de solvabilité requis	R0310	422.500.259
Plafond du MCR	R0320	190.125.116
Plancher du MCR	R0330	105.625.065
MCR combiné	R0340	190.125.116
Seuil plancher absolu du MCR	R0350	3.700.000
Minimum de capital requis	R0400	190.125.116

Neuflize Vie, ne recourant pas aux méthodes simplifiées pour calculer son SCR, ni aux paramètres spécifiques à l'entreprise, ne communique pas sur les impacts de ces méthodes.

E.3 Utilisation du sous-module «risque sur actions» fondé sur la durée dans le calcul du capital de solvabilité requis

La Compagnie n'utilise pas le sous-module « risque sur actions » fondé sur la durée dans le calcul de son SCR.

E.4 Différences entre la formule standard et tout modèle interne utilisé

Neuflize Vie, utilisant la formule standard, n'a pas d'information à communiquer sur d'éventuelles différences entre des résultats en modèle interne et en formule standard.

E.5 Non-respect du minimum de capital requis et non-respect du capital de solvabilité requis

Neuflize Vie n'a pas été en insuffisance de Fonds Propres prudentiels sur la période de référence.

E.6 Autres informations

La Compagnie n'a pas identifié d'autre information importante relative à la gestion de son capital sur la période de référence.